

N° 341 / JUIN 2009 / www.defense.gouv.fr

ARMÉES
D'AUJOURD'HUI

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

ABOU DHABI
INAUGURATION DE
LA BASE FRANÇAISE

DOSSIER



LA DEFENSE AU BOURGET

M 01139 - 341 - F: 3,00 €



La solution mutation AGPM

Déménager : un jeu d'enfant !

Avec l'AGPM :

- Assurances habitation et auto
- Déménagement
- Achat et vente auto
- Prêts immobiliers et crédit d'équipement
- Petites annonces immo et auto sur agpm.fr

Appelez le 32 22* ou visitez agpm.fr



Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE

ACTU DÉFENSE

- 4** La Défense se met en campagne

FORCES EN ACTION

- 8** France-Koweït : les grandes manœuvres
- 14** Pompiers de grandes hauteurs
- 18** Instantanés

MODERNISATION

- 20** La Défense confirme son avance

FOCUS DÉFENSE

- 22** Une base française dans le Golfe
- 24** Entretien avec le vice-amiral Valin, commandant la zone maritime de l'océan Indien
- 28** SMA : apprendre à réussir
- 32** Revue navale d'exception pour le 8 mai
- 34** Repères

DOSSIER

- 36** La Défense au Bourget
- 40** La France tient son rang à l'export
- 42** Harfang, un drone pour anticiper
- 44** Les appareils exposés au salon
- 46** Premiers pas dans la PAF pour Paco
- 48** «Nous avons besoin des PME»
- 50** L'armée de l'air a 75 ans

INDUSTRIES & TECHNOLOGIES

- 52** Les plongeurs changent d'air

DÉTOURS

- 56** Sport
- 60** Culture

PERSPECTIVES

- 64** Document
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



8

FORCES EN ACTION

France-Koweït : les grandes manœuvres

L'exercice Perle de l'Ouest a rassemblé 2600 hommes des deux pays pour valider leur capacité d'intervention sur des missions communes. Retour sur une concrétisation de la coopération entre les deux Etats.

22

FOCUS DEFENSE

Une base française dans le Golfe

Annoncée cet hiver par le chef de l'Etat, cette implantation militaire, la première réalisée à l'étranger depuis cinquante ans, servira à développer la coopération avec l'émirat et à soutenir les forces françaises déployées dans la région.

36

DOSSIER

La Défense au Bourget

Partenaire historique du salon, le ministère de la Défense axe sa présence sur les cinq fonctions stratégiques prévues dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité. Au menu, exposition de matériel, simulateurs de vol, démonstrations en vol.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction: Directeur de la publication: Laurent Teisseire. **Directeur de la rédaction:** colonel (terre) Benoit Brulon. **Chef du bureau de la rédaction:** lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. **Rédacteur en chef:** chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis (01 44 42 43 01), **Rédacteur en chef adjoint:** adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (81 66). **Secrétariat de rédaction:** sergent-chef (terre) Isabelle Bobinet, Yves Le Guludec. **Rédaction:** Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Aude Le Calvé (47 27), lieutenant (terre) Anne-Lise Llouquet (48 01), Tania Sotty (48 11), Linda Verhaeghe (48 26). **Prestations intellectuelles:** Claude d'Abzac-Epezy, Jean-Claude Jaeger. **Service photo:** adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). **Directeur de fabrication:** Serge Couplier (01 56 77 23 08). **Section diffusion:** Serge Couplier (01 56 77 23 08). **Conception graphique:** Olivier Spadaccini. **Photogravure:** Alliage. **Impression:** Québecor. **Routage:** CRP Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal: février 2003.

Délégation à l'information et à la communication de la défense - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

Contact publicité (ECPAD): T. Lepsch: 01 49 60 58 56. **Contact abonnements:** 01 56 77 23 08.

Photo de couverture: Hubert Lecinsky / BA 701 - **Internet:** www.defense.gouv.fr

Parce que le monde évolue, la Défense s'est engagée dans un profond mouvement de réforme. A travers cette campagne institutionnelle, c'est un nouveau visage de la Défense que nous voulons faire connaître au public. C'est pour nous l'occasion d'expliquer aux Français le sens de notre action en lui donnant une double visibilité : concrète mais aussi symbolique.

Cette campagne nous rappelle que la Défense a accompagné l'histoire de notre pays dans ses pages les plus sombres ou les plus glorieuses, en s'adaptant à chaque fois, pour remplir ses missions au service de la sécurité des Français.

Grâce au génie du réalisateur, les téléspectateurs découvrent Gergovie, Austerlitz, Verdun, les plages de Normandie, Sarajevo et l'Afghanistan.

Le point de vue du réalisateur, tantôt aérien, tantôt terrestre – à hauteur d'homme – permet aux téléspectateurs de prendre conscience – au cœur des lieux de notre histoire – du sens profond de l'engagement militaire :

52 avant Jésus-Christ, Gergovie. Malgré leur manque de coordination entre elles, les troupes de Vercingétorix écrasent les légions de César.

Aujourd'hui, avec le système FELIN, les combattants disposent des moyens les plus modernes pour communiquer en temps réel.

1805, Austerlitz. A elles seules, les armées de Napoléon mettent en déroute les armées russes et autrichiennes. **Aujourd'hui,** les vraies victoires sont collectives.

1916, Verdun. Pour la première fois, l'escadrille de Guynemer multiplie les combats aériens. **Aujourd'hui,** l'aviation de combat est une capacité polyvalente car protéger la France c'est aussi maîtriser son ciel.

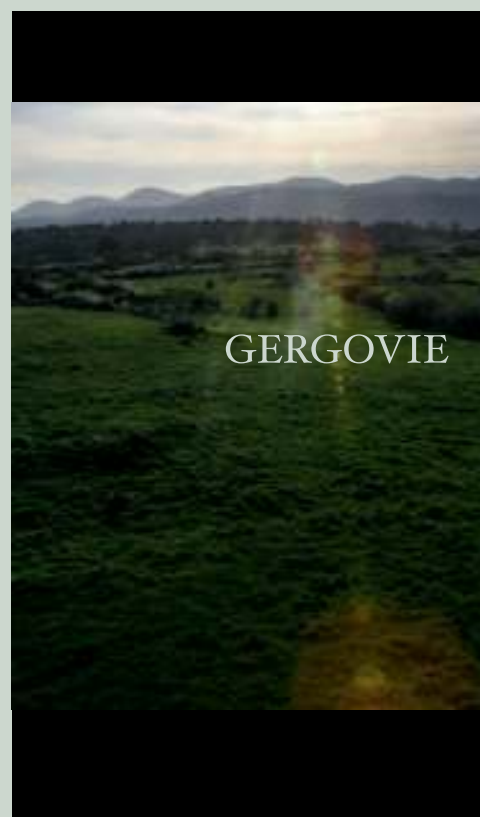
6 juin 1944, le débarquement de Normandie. Il lance la reconquête de l'Europe occupée. Pour faire triompher la liberté, il faut parfois combattre. **Aujourd'hui,** se défendre, c'est aussi dissuader.

1995, Sarajevo. Les forces de l'OTAN mettent fin à trois ans de guerre dans les Balkans. **Aujourd'hui,** la France renforce la Défense européenne et s'engage davantage dans l'OTAN, car si l'union fait la force, de nos jours, elle fait aussi la paix.

Longtemps, c'est aux frontières de notre pays que nos soldats se sont battus pour défendre la France. **11 septembre 2001,** le monde a changé. Les menaces n'ont plus de frontières. **Aujourd'hui,** nous intervenons avec nos alliés loin du sol national, comme en Afghanistan.

Si la Défense s'adapte, c'est grâce à l'engagement de celles et ceux qui la font vivre. C'est à eux que cette campagne est avant tout dédiée.

Enfin, je voudrais souligner que ces images prises sur les lieux réels des combats montrent le sens de l'Histoire, de notre Histoire, celle que nous faisons par nos engagements. A l'image de ces prairies qui recouvrent aujourd'hui les champs de bataille du passé, la vie l'emporte. C'est pour cette aspiration vitale que nos soldats se sont engagés et qu'ils continueront à le faire. Derrière le souffle de l'Histoire, c'est l'élan d'une communauté militaire qui se laisse deviner. Je souhaite qu'à travers cette campagne, cet élan soit partagé par nos concitoyens.



GERGOVIE

Hervé Morin

Ministre de la Défense

La Défense se met **en campagne**



AUSTERLITZ

VERDUN

Un an après la sortie du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, le ministère lance une campagne de notoriété entre le 14 juin et le 14 juillet. Dans le spot télévisé diffusé à cette occasion, les valeurs portées par la Défense sont illustrées par les images de cinq lieux d'histoire, servies par une esthétique sobre. « Making of » de ce film, dont une partie a été tournée en Afghanistan.

« **A** travers ce film, nous avons voulu saisir l'émotion des lieux des grandes batailles pour montrer aux gens l'esprit de Défense. » C'est ainsi que Jérôme Galinha, le directeur de création de l'agence de communication et de publicité EURO RSCG C&O, résume l'objectif que son équipe s'est donné pour réaliser la campagne « de notoriété » du ministère de la Défense qui sera diffusée du 14 juin au 15 juillet prochain.

« Le concept de cette campagne arrive à un moment stratégique, un an après la publication du Livre Blanc sur la Défense et la sécurité nationale, et au moment du retour de la France dans la structure de commandement militaire au sein de l'Otan. Notre mission était de redonner toute sa hauteur à la Défense,



Le réalisateur, Reynald Gresset.

sions ont été nombreuses autour du choix des batailles, entre le ministère de la Défense et nous-mêmes. Mais en trente secondes, le temps de ce spot publicitaire, on ne peut pas tout montrer. Et nous ne souhaitons pas non plus faire un catalogue des opérations extérieures. Nous avons fait le choix de batailles emblématiques de plusieurs époques, connues du grand public. »

Le tournage du film a duré dix jours, « ce qui est exceptionnellement long, pour un film publicitaire ! On a vraiment pu travailler dans de bonnes conditions », précise le réalisateur, Reynald Gresset, très expérimenté dans la réalisation de spots publicitaires.

Le hasard du calendrier de tournage a voulu que les premières images soient tournées en Afghanistan. Une immersion totale, pour ces



explique Jérôme Galinha. Nous avons donc proposé au ministère de la Défense de nous appuyer sur l'Histoire, émaillée de grandes batailles. De tous temps les hommes se sont battus pour des valeurs, ces valeurs qui sont encore aujourd'hui véhiculées par la Défense. » Gergovie, Austerlitz, Verdun, les plages de Normandie, Sarajevo et Kaboul sont les six lieux choisis pour ce film, symbolisant des conflits au cours desquels la France a joué et joue encore un rôle particulier. « Les discus-

« Nous avons fait le choix de batailles emblématiques de plusieurs époques, connues du grand public. »

publicitaires, plus habitués aux studios de tournage. Pendant quatre jours, le réalisateur et son équipe ont pu filmer les paysages afghans grâce à l'aide indispensable des militaires français, sur place (voir encadré, p. suivante). « En tant que réalisateur j'ai vécu une expérience à la fois inoubliable et très compliquée techniquement ! », se souvient Reynald Gresset. « Pour des raisons évidentes de sécurité, l'hélicoptère ne pouvait pas survoler deux fois la même zone, et nous volions très bas et très

vite. Ça n'arrive jamais, dans le monde de la publicité, où l'on peut filmer dix fois le même plan jusqu'à obtention du résultat souhaité. Mais là, je devais réussir chacun de mes plans du premier coup ! »

Tourné en cinémascope

Puis, le tournage s'est poursuivi sur les cinq autres sites retenus pour le film : Gergovie, Austerlitz, Verdun, les plages de Normandie et Sarajevo. « J'ai été très marqué par Verdun. On y voit encore les traces de la bataille. Après les montagnes d'Afghanistan, ce lieu m'a vraiment permis de m'imprégner de ce qu'ont vécu, de ce que vivent les militaires au combat. C'est tout cela que j'ai voulu montrer dans mon film, souligne le réalisateur. On est entre

ment interpellé, enfin je l'espère ! », déclare avec enthousiasme Reynald Gresset.

« La grande particularité de ce film est qu'il ne montre aucun militaire, aucun humain. » Un choix audacieux, qui s'est également très vite imposé au sein de l'équipe de création d'EURO RSCG C&O, à contre-pied de ce qui se fait habituellement dans la publicité, et notamment dans les campagnes de recrutement des armées.

« Nous avons réalisé une première version avec une séquence montrant des soldats, des avions, des chars et de l'armement, mais nous nous sommes vite rendu compte que ce n'était pas nécessaire. Alors qu'ils sont absents du film, on sent néanmoins la présence constante des soldats », explique Jean-Marc Huleux, responsable de la campagne Défense au sein de la société EURO RSCG C&O.



la publicité et le documentaire ! »

Le film a été tourné en cinémascope, un format permettant de filmer en panoramique. « C'est un cadre photo très esthétique. L'un des partis pris pour lequel nous avons opté très naturellement était de montrer de très belles images, vectrices des valeurs nobles de la Défense. Je tenais beaucoup à utiliser ce format, qui rappelle le western. Il était une fois dans l'Ouest. Une manière de se démarquer de ce qui se fait aujourd'hui en publicité. Le public sera forcé-

C'est donc une version très épurée, esthétique, portée simplement par une musique et une voix off qui donne toute sa force au film. « Nous voulions que ce film pacifie et suscite l'émotion », souligne Reynald Gresset. « Nous ne voulions pas seulement que le film parle d'une institution mais qu'il replace la Défense au rang d'institution, et je pense que nous avons réussi. » ■

Anne-Lise Llouquet

L'ALAT mobilisée

La réalisation des prises de vue de la campagne Défense, qui sera diffusée du 14 juin au 14 juillet, a nécessité le soutien d'hélicoptères des armées (Puma et Caracal) pour un total de 25 heures de vol, en France et en Afghanistan. « Sur le territoire national, les hélicoptères d'Etat sont les seuls à pouvoir voler en dessous de 150 mètres, voire en deçà de 50 mètres, avec l'aval des autorités préfectorales, explique le capitaine Simon Carrière, de la 4^e brigade aéro mobile de Nancy, qui a accompagné l'équipe de tournage en qualité d'expert aéronautique. Cette spécificité était requise pour répondre aux souhaits du réalisateur dans le cadre du contrat signé entre la Défense et l'agence EURO RSCG. » En revanche, les images filmées au dessus du théâtre afghan ont été soumises à des exigences autrement plus contraignantes. « Les équipages qui ont participé à ce projet se sont investis à fond sans sacrifier aux règles de sécurité propres à un théâtre opérationnel, précise le capitaine Carrière. Il n'était pas question de faire du vol stationnaire, de voler à faible vitesse, de repasser deux fois au même endroit. Cela a très bien été intégré par le réalisateur et son caméraman, qui se sont adaptés à la situation. Leur professionnalisme a fait le reste, et les images qu'ils ont pu tourner sont simplement éblouissantes. Les équipages et moi-même garderons un très bon souvenir de cette expérience atypique aux côtés d'une équipe de pros de la pub. Et surtout, une grande fierté d'avoir participé à cette campagne dédiée à la Défense. »

S.F



France-Koweït : les g

L'exercice Perle de l'Ouest a rassemblé 2 600 hommes des deux pays pour valider leur capacité d'intervention sur des missions communes. Retour sur une concrétisation de la coopération entre les deux Etats.





grandes manœuvres



**En haut à gauche : Mirage 2000
français et F 18 koweïtien.
En haut à droite : chars ERC 90 Sagale
en progression.
Ci-contre : le patrouilleur rapide
Maskan, de la marine koweïtienne aux
côtés du bâtiment de soutien mobile
(BSM) Loire de la marine nationale.**



Les entraînements
à tous les niveaux
de commandement
se sont succédé.

**Ci-dessus: Escadron de chars M1
Abrams koweïtiens.**

**Ci-dessous. Une compagnie
de légionnaires français.**





SYLVAIN PETREMAND / SIRPA TERRE



LINDA VERHAEGHE / DICOD

Plus de 2 600 militaires français et koweïtiens se sont déployés à l'occasion d'exercices combinés au Koweït, du 5 au 15 avril dernier. Objectif : entraîner les forces terrestres, aériennes et maritimes ainsi que les forces spéciales des deux pays à conduire une opération en commun. Baptisé Perle de l'Ouest, cet entraînement résulte d'accords de défense signés en 1992, qui prévoient le déroulement d'un exercice d'envergure tous les quatre ans. Cette année – près de vingt ans après l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990 –, le thème retenu était l'agression de cet Etat du Golfe par un agresseur venu du Nord pour s'emparer des puits de pétrole.

Perle de l'Ouest comportait deux phases. La première consistait en un exercice d'état-major, sous le commandement conjoint du colonel français Marc Messana, chef d'état-major de l'état-major interarmées de force et d'entraînement (EMIA-FE) et de son homologue koweïtien, le colonel Ahmed Hashem. Il s'agissait de développer un poste de commandement de forces (PCF), c'est-à-dire « *le plus haut niveau de coopération possible, au niveau militaire, sur un théâtre d'opérations* », selon le vice-amiral Richard Laborde, commandant l'EMIA-FE et co-directeur français de l'exercice*.

Le scénario prévoyait la conduite des opérations d'une force virtuelle de 15 000 hommes, d'un porte-avions, de huit frégates, d'environ cinquante chasseurs et de deux brigades mécanisées. Leur mission, précise le colonel Marc Messana, était de « *sécuriser les lignes de communication par des opérations aériennes et navales de contrôle de la navigation dans le golfe Arabo-Persique, puis de contenir l'offensive terrestre adverse et de la repousser au-delà de la frontière par une action aéroterrestre* ».

Exercices spécifiques pour des objectifs communs

La deuxième phase, qui s'est déroulée sur le terrain, a vu le déploiement de plus de 1 300 militaires français et d'autant de militaires koweïtiens, avec des moyens engagés semblables à ceux d'une opération réelle. « *Chaque composante – terrestre, aérienne, maritime – a travaillé sur des exercices spécifiques, mais avec le même objectif de valider notre capacité à intervenir ensemble et rapidement, si cela s'avérait nécessaire* », explique le lieutenant-colonel Emmanuel Boiteau, chef de l'escadron de chasse 3/11 Corse, une unité de l'armée de l'air stationnée sur la base aérienne 188, à Djibouti. Durant deux semaines se sont succédé manœuvres



SÉBASTIEN LAFARGUE / EOPAD



LINDA VERHAEGHE / IDICOD

Ci-dessus : Les Koweïtiens tirent avec de l'armement français.

A gauche : F18 koweïtien et Mirage français.

A droite : Une position de tir a été aménagée par le génie pour un Sagaie.

Ci-contre à droite: Entraînement au combat en localité des forces spéciales des deux pays.

A gauche: le général Georgelin, chef d'état-major des armées, et le vice-amiral Laborde, commandant l'état-major interarmées de force et d'entraînement.

A droite: Exercice d'état-major.





SYLVAIN PETREMAND / SIRPA TERRE



ISABELLE HELIES / SIRPA TERRE



SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD



SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD

► vres et entraînements à tous les niveaux de commandement.

Les procédures opérationnelles communes ont pu être testées, ainsi que l'interopérabilité des forces. « *L'exercice a, en fait, commencé dès la phase de projection, en raison des moyens humains et matériels importants mobilisés. Les matériels ont été acheminés par bateau à partir des Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ), parmi lesquels quelque 25 véhicules de l'avant blindé (VAB), 10 engins de reconnaissance armés d'un canon de 90 mm (ERC 90) Sagaie, 4 pièces d'artillerie tractées de 155 mm, une section de défense aérienne sol-air très courte portée (SATCP) Mistral, ainsi que 4 moyens polyvalents du génie (MPG) [sortes de bulldozers, NDLR] employés pour élever des murs de sable ou creuser des positions de tir et pallier ainsi l'absence de relief du terrain désertique* », explique le colonel Thierry Burkhard, chef de corps de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) de Djibouti.

Présentations croisées de matériel et... échanges de savoir-faire

En ce qui concerne la force navale, « *deux commandos de marine soutenus par un bâtiment de commandement et de soutien, la Loire, deux chasseurs de mines, le Verseau et le Croix du Sud, et un état-major embarqué ont été mobilisés* », détaille le capitaine de vaisseau Pierre Leterme, chef de l'état-major de conduite de guerres mines.

Pour la force aérienne, 2 Mirage 2000 C dédiés aux missions de défense aérienne et 3 Mirage 2000 D équipés pour des frappes air-sol de précision, appuyés par un poste de commandement et deux équipes de contrôleurs aériens avancés (chargés du guidage des aéronefs dans les missions d'appui-feu aérien), ont participé à l'exercice.

Avant d'entamer les manœuvres, les soldats ont organisé des présentations croisées de leurs matériels. Les militaires français ont ainsi pu s'essayer au fusil d'assaut de type M16, dont sont dotés les militaires koweïtiens, alors que ces derniers ont pu tester les Famas français. Perle de l'Ouest fut aussi l'occasion de s'entraîner avec une armée dotée de moyens différents et modernes, tels que des chars Abrams et des avions de combat de type F18, de conception américaine.

Tour à tour, les participants à l'exercice ont simulé des combats « *au sein d'unités mixtes, pour s'entraîner à la conduite de missions telles que s'emparer d'un point ou à interdire à l'ennemi de franchir une ligne* », poursuit le colo-

nel Thierry Burkhard. « *Cet exercice bilatéral est d'autant plus intéressant qu'il nous offre la possibilité de nous entraîner, tout en cultivant les liens qui nous unissent avec les pays du Golfe* », ajoute le capitaine de vaisseau Pierre Leterme. « *Les Koweïtiens sont demandeurs du savoir-faire militaire français. Pour les Français, Perle de l'Ouest constitue une bonne préparation pour les théâtres d'opérations* », estime le lieutenant-colonel Emmanuel Boiteau.

« *Les conditions climatiques et géographiques sont excellentes pour les militaires français, car elles sont très proches de celles dans lesquelles se déroulent les opérations que nous menons actuellement ou que serions susceptibles de mener* », confirme le vice-amiral Richard Laborde.

Vers l'élargissement de l'exercice à d'autres pays

Le lieutenant de vaisseau koweïtien, Ahmed Al Mutairi, qui a participé à l'organisation de l'exercice, explique qu'il a été formé en France, à l'Ecole navale de Brest, et que « *cet exercice [leur] permet de mettre en œuvre les méthodes de travail apprises au sein de la marine française* ». L'Ecole navale de Brest accueille en effet des officiers koweïtiens, de même que des Koweïtiens sont formés à l'Ecole de plongée de Saint-Mandrier, près de Toulon (plongeurs-démineurs), et à l'Ecole des fusiliers marine de Lorient (commandos de marine).

Perle de l'Ouest s'est achevé par une démonstration en présence du général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), du vice-amiral Richard Laborde et de son homologue koweïtien, le général Fahd Al-Amir. « *L'ampleur du dispositif déployé dans le cadre de l'exercice interarmées Perle de l'Ouest 2009 symbolise la vivacité de l'acte de coopération qui unit la France et le Koweït. Dans l'avenir, celui-ci pourrait être étendu à d'autres partenaires de la région, tels que Bahreïn et les Emirats Arabes Unis (EAU), selon le souhait exprimé par le Koweït* », conclut le vice-amiral Richard Laborde. ■

Linda Verhaeghe

* Les deux missions principales de l'état-major interarmées de force et d'entraînement (EMIA-FE) sont de planifier et de conduire des opérations interarmées multinationales de grande ampleur, ainsi que d'être la « cheville ouvrière » de l'entraînement interarmées, dans le cadre national ou multinational. Celui-ci est stationné sur la base aérienne 110 de Creil (Oise).

FORCES

Pompiers

de grandes hauteurs

Dans les zones urbaines, où les immeubles peuvent dépasser 200 mètres de haut, la lutte contre les incendies exige des méthodes particulières. Démonstration par la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris.





Les pompiers redoutent les scénarios catastrophes, qui se sont déjà déroulés dans des grandes villes. »



Les tuyaux sont acheminés dans les étages par ascenseur et, si nécessaire, par la façade de l'immeuble au moyen de treuils improvisés. Ci-dessous à gauche : Un Dragon 75 dépose un spécialiste du « groupe de recherche et d'exploration profonde » sur le toit de l'immeuble. Dans quelques secondes, il partira dans les couloirs à la recherche d'éventuelles victimes.





Quartier d'affaires de la Défense, près de Paris, le 14 mai. Des sapeurs-pompiers de Paris grimpent à l'assaut d'un gratte-ciel pour éteindre un feu au 27^e et dernier étage. Ils installent un tuyau d'incendie sur une façade de plus d'une centaine de mètres de haut tandis que d'autres se font hélitreuiller sur le toit pour secourir au plus vite les victimes. Plus de peur que de mal, il s'agit d'un exercice d'entraînement aux procédures applicables aux immeubles de grande hauteur (IGH). Les premiers sur place sont les hommes du centre de secours de Courbevoie (28^e compagnie). A leur tête, l'adjudant Jean-Pierre Huault : « *Plus nous intervenons rapidement, moins le feu risque de se propager à tout l'immeuble.* » Les sapeurs-pompiers redoutent les scénarios catastrophes qui se sont déjà déroulés dans des grandes villes. Comme à Wenzhou, en Chine, il y a deux ans, où une vingtaine de personnes avaient péri. « *Heureusement, la réglementation française en matière de construction d'IGH est draconienne. Les étages sont compartimentés en "blocs coupe-feu" : ils doivent pouvoir résister pendant deux heures à la chaleur et aux fumées toxiques* », ajoute l'adjudant Huault.

Au poste de sécurité de la tour, le lieutenant s'informe rapidement sur le nombre de personnes disparues ou blessées, le niveau où se propage le feu et l'état de fonctionnement des systèmes de sécurité (parois coupe-feu, désenfumage, escaliers et sas protégés...) Puis il fait établir les tuyaux d'incendie. « *Nous utilisons un ascenseur dit "prioritaire",* explique l'adjudant. *Dédié aux sapeurs-pompiers, il est censé fonctionner quelles que soient les circonstances. En cas de coupure de courant, un groupe électrogène prend le relais. Les tuyaux sont déposés tous les deux étages, puis déroulés et raccordés entre eux.* » En une demi-heure à peine, et après avoir effectué les reconnaissances sous appareil respiratoire isolant (ARI) pour secourir les victimes, ses hommes sont en mesure d'attaquer le feu.

Le ciel offre un spectacle inhabituel. Trois hommes du groupe de recherche et d'exploration profonde (GREP) équipés tels des alpinistes sont hélitreuillés d'un Dragon 75 (EC 145) de la sécurité civile sur le toit de l'immeuble. Ces spécialistes de la "reconnaissance longue et profonde" dans les univers enfumés et les endroits les plus inaccessibles, appartiennent à la 6^e compagnie des sapeurs-pompiers d'Issy-les-Moulineaux. Ils récupèrent puis harnachent des blessés simulés avant leur transport vers un poste de secours. « *La brigade cherche à optimiser l'emploi de l'hélicoptère,* explique l'adjudant-chef Xavier Guilbert,

conseiller technique du GREP. *Le vecteur aérien fait gagner un temps considérable pour évacuer des blessés, mais aussi pour contrer le feu.* »

Les hommes du GREP descendent deux étages au-dessous du sinistre et scellent un treuil au plancher. Un système de poulie passant par une fenêtre permettra de hisser un tuyau d'incendie par la façade. « *Le tuyau établi par l'extérieur s'ajoute à ceux acheminés par les escaliers ou les ascenseurs. Ce procédé remplace les colonnes sèches et humides, présentes dans les immeubles, lorsqu'elles sont défaillantes* », explique le chef de la section opération instruction du 3^e groupement d'incendie, le lieutenant-colonel Vincent Pech de Laclause. Les colonnes humides sont des tuyauteries fixes et rigides sous pression (pour permettre un jet efficace) alimentées en permanence par le réseau d'eau de la ville, alors que les colonnes sèches reçoivent l'eau d'un camion-pompe à travers un tuyau souple. « *Ces deux dispositifs, réservés à l'usage des sapeurs-pompiers, évitent les réductions de pression causées par les coudes et les pliures des tuyaux* », précise le lieutenant-colonel.

27 étages à pieds

C'est le groupement d'établissement par l'extérieur (GEPE), basé à Saint-Ouen, qui le met en œuvre. Il intervient systématiquement « *lorsqu'un incendie se déclare à plus de 50 mètres dans un IGH d'habitation ou à plus de 28 mètres dans des immeubles à usage particulier (bureaux, dépôts d'archives)* », explique le capitaine Bruno Poutrain, commandant la 28^e compagnie et organisateur de l'exercice. Le GEPE vient d'effectuer les raccords jusqu'au 27^e étage et a mis en œuvre les lances.

Venue en renfort, la troisième équipe fera l'ascension des 27 étages par les escaliers ! Pour les hommes du centre de secours de Puteaux, en tenue de feu et tuyau sur l'épaule (30 kg au minimum), le chrono affiche 45 minutes. L'exercice est terminé.

En Ile-de-France, la plus haute tour culmine à 210 mètres (Montparnasse). Elle sera bientôt détrônée par des immeubles de près de 300 mètres. La Brigade étudie déjà de nouvelles procédures et l'adaptation de ses matériels. « *Il faudra doter nos camions-pompes de moteurs plus puissants et de tuyaux plus résistants. Une solution moins coûteuse consisterait à faire monter par l'ascenseur, tous les cent mètres, une pompe-relais à laquelle les tuyaux seraient branchés* », estime le capitaine Bruno Poutrain. Il ne leur reste plus qu'à surpasser ce défi technique.

■
Aude Le Calvé

STÉPHANE FROIDURE

L'ARMÉE COLOMBIENNE FÉMINISE SON CORPS D'OFFICIERS

Cette jeune Colombienne en séance d'entraînement au tir est une pionnière. Au nombre de soixante, elles sont les premières femmes de leur pays à avoir intégré l'école des cadets, qui instruit les officiers de l'armée de terre. Actuellement en formation aux côtés de trois cent vingt élèves masculins, elles accéderont, à l'issue de trois années d'enseignement en sciences militaires, au grade de sous-lieutenant et seront affectées aux spécialités de la communication, du renseignement militaire et de la logistique. Jusqu'à présent, les femmes colombiennes présentes dans l'armée de terre exerçaient exclusivement des tâches administratives et n'avaient pas accès aux carrières de commandement.

MANŒUVRES AMPHIBIES EN TURQUIE

Cet impressionnant débarquement sur les plages d'Izmir (côte Ouest de la Turquie) a été réalisé par les *marines* turcs dans le cadre de l'exercice annuel amphibie EFES-2009, qui s'est déroulé du 6 au 29 mai. Quelque 6600 hommes, une cinquantaine d'avions et d'hélicoptères de combat et autant de bâtiments de la marine ont pris part à ces manœuvres interarmées effectuées à munitions réelles. L'exercice s'est déroulé en présence du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et de trente-cinq attachés militaires étrangers. Le temps fort a été la conquête d'une plage appuyée par les frappes d'avions de chasse F4, F16 et d'hélicoptères de combat.

UN NOUVEAU CENTRE D'ENTRAÎNEMENT POUR LES FORCES SPÉCIALES JORDANIENNES

Les forces spéciales jordaniennes et américaines ont simulé une opération de libération d'otages lors de l'inauguration, le 19 mai, du KASOTC (the King Abdullah II Special Operations Training Center). Construit en trois ans dans le cadre d'une coopération entre agences gouvernementales américaines et jordaniennes, ce centre spécialisé dans le contre-terrorisme offre, selon Thomas Jackson, responsable de projet pour le Centre des programmes transatlantiques du corps du génie américain, « l'environnement le plus crédible possible reconstituant au plus près les conditions d'un engagement réel des forces spéciales dans la lutte anti-terroriste au Moyen-Orient ».

L'US MARINES CORPS EN MUSIQUE À VINCENNES

En souvenir des combats du bois Belleau (Marne) de juin 1918, deux formations musicales de l'US Marines Corps ont participé à une cérémonie au château de Vincennes en compagnie de la musique principale de l'armée de terre, de la fanfare à cheval de la garde républicaine et du Bagad de Lann-Bihoué. Organisée par le Service historique de la défense sous le haut patronage du ministre de la Défense et de l'ambassadeur des États-Unis en France, cette rencontre musicale a permis d'honorer ces milliers d'Américains tombés pour la France mais dont le sacrifice a été peu à peu occulté par celui de leurs compatriotes tombés le 6 juin 1944.



RAFA SALAFRANCA / AFP



KHALIL MAZRAAWI / AFP



ADEM ALTAN / AFP



KOFFI KOUAME / SHD

Modernisation de l'État :

La Défense confirme son avance

Le deuxième bilan d'étape de la modernisation de l'État place la Défense dans le peloton de tête des ministères dont les projets avancent le mieux. Des résultats concrets sont déjà atteints, tels que la création des 11 bases de défense expérimentales.

Et de deux ! Après les bons résultats enregistrés lors de la publication, en décembre dernier, du premier rapport d'étape de la modernisation de l'État, la seconde mouture confirme l'avance prise par le ministère de la Défense en matière de réformes dans cet exercice interministériel qu'est la révision générale des politiques publiques (RGPP, voir encadré). Le rapporteur général de la modernisation de l'État, Éric Woerth, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, a présenté ses conclusions en Conseil des ministres le 13 mai. La Défense reste le bon élève qu'elle était il y a six mois. « *Des résultats concrets ont (...) déjà été atteints sur plusieurs réformes* », souligne le document, qui met notamment en exergue la création de « onze bases de défense expérimentales, qui visent à rationaliser l'organisation des fonctions de soutien et [de] permettre ainsi aux forces opérationnelles de se consacrer à leur cœur de métier ». Ces bases concernent 50 000 civils et militaires, dont 6 000 sont affectés au soutien. De plus, un « comité exécutif et un comité ministériel d'investissement » arbitrent et prennent les décisions sur les questions stratégiques du ministère. Ils rassemblent

autour du ministre le chef d'état-major des armées, le délégué général pour l'armement, le secrétaire général pour l'administration.

Les 374 projets de modernisation des ministères sont évalués avec un code couleurs, à la manière des tableaux de bord : une pastille verte pour les plus avancés, orange pour ceux nécessitant des ajustements et rouge pour les réformes encore « dans une phase antérieure à la mise en œuvre, car leur cible n'est pas encore définie », lit-on dans le premier rapport. Ceux de la Défense (au nombre de 38) sont répartis en quatre volets : l'amélioration du processus de décision, la rationalisation de l'administration, la réorganisation des soutiens au bénéfice des forces et la mise en œuvre des restructurations pour s'adapter aux nouveaux enjeux du Livre

Sur les 36 projets du ministère, 2 seulement ont du retard.

blanc. L'année dernière, 34 projets étaient au vert, et 4 seulement nécessitaient des ajustements. Le deuxième bilan d'étape – qui a réduit leur nombre à 36 en fusionnant cer-

tains d'entre eux – est tout aussi positif. Deux seulement ont reçu une cotation orange car ils ont, pour l'essentiel, besoin d'une réflexion plus longue. La préparation et l'accompagnement des opérations d'externalisation, en premier lieu, car il faut démontrer, dans chaque domaine, l'intérêt de confier certaines tâches à des entreprises privées, tout en prenant en compte l'impact sur les effectifs du ministère. Second « feu orange », celui sur la gestion de la protection des installations de



JOEL SAGET / AFP

Défense (accueil, surveillance, au besoin, intervention). Il traduit le retard pris dans l'harmonisation des normes de protection, mais ne remet pas en cause le projet. D'ici le prochain rapport, « *prévu en octobre 2009, les processus de notation, d'évaluation et d'avancement des militaires seront harmonisés* », selon le document actuel. Les premiers transferts d'unités vont être mis en place dès cet été. Enfin,

Éric Woerth, rapporteur général de la modernisation de l'État.

le regroupement des états-majors et administrations centrales autour du ministre sur le site parisien de Balard se poursuivra. Le 12 mai, le ministre de la Défense, Hervé Morin, a lancé l'appel à candidature pour la construction du site. L'objectif de la modernisation de l'outil de Défense est d'adapter les capacités opérationnelles du pays au nouveau contexte stratégique défini dans le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. ■

Julien Fouineau

La révision générale des politiques publiques

La RGPP est « *une démarche de réforme de l'État engagée par le président de la République au niveau de l'ensemble des ministères. Le premier objectif est de permettre à la France de rétablir ses finances publiques en faisant mieux fonctionner son État. Elle vise à la fois une amélioration de la qualité du service public et la réalisation d'é-*

conomies », expliquait dans nos colonnes (n° 324, octobre 2008) le contrôleur général des armées, Dominique Conort. Eric Woerth, le ministre du Budget, est le rapporteur général de la modernisation de l'État. Il présente au président de la République, plusieurs fois par an en conseil des ministres, un bilan d'étape pour chaque ministère.

PROJET BALARD : HERVÉ MORIN RENCONTRE LES HABITANTS DU 15^E ARRONDISSEMENT

Le ministre de la Défense a participé à un débat public, le 12 mai, avec les habitants du 15^e arrondissement de Paris, en présence du député-maire, Philippe Goujon, et Jean-François Lamour, l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports et député de Paris. Hervé Morin a saisi l'occasion de présenter aux habitants de ce quartier le projet de regroupement du ministère de la Défense sur le site de Balard en 2014.

HUIT STATIONS SOL POUR SYRACUSE III

La Délégation générale pour l'armement (DGA) a commandé huit stations sol pour le système Syracuse III à la société Thalès Communications. D'un montant de 27,7 millions d'euros, dont 13,6 au titre du plan de relance de l'économie française, les équipements seront livrés à l'armée de terre et à la marine entre 2010 et 2012. Le système de télécommunications par satellite Syracuse III améliore notamment la confidentialité des informations échangées et la protection contre le brouillage électronique.

LANCEMENT DU « PRIX DE LA RECONVERSION » 2009

Défense Mobilité, l'agence de reconversion de la Défense, et l'Association des entreprises partenaires du ministère de la Défense ont lancé le mois dernier l'édition 2009 du « Prix de la reconversion ». Il récompense un projet de création ou de reprise d'entreprise d'un personnel militaire en voie de reconversion vers un emploi civil. Le prix sera remis à l'automne prochain. Les participants doivent remettre leur dossier d'ici au 30 juin (informations sur www.defense.gouv.fr/sga).

Abou Dhabi

Une base française dans le Golfe

Annoncée cet hiver par le chef de l'Etat, cette implantation militaire, la première réalisée à l'étranger depuis cinquante ans, servira à développer la coopération avec l'émirat et à soutenir les forces françaises déployées dans la région.

Hervé morin, le ministre de la Défense, et le ministre des Affaires étrangères Abdallah Ben Zayed, ont signé des accords de coopération en mai dernier. Ci-dessous : la base navale et de soutien.

Le Président de la République, Nicolas Sarkozy, a inauguré mardi 26 avril, à Abou Dhabi, capitale des Emirats arabes unis (EAU), la première base militaire française à l'étranger depuis cinquante ans. Il était accompagné des ministres des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, de la Défense, Hervé Morin, ainsi que du chef d'état-major des armées (CEMA), le général Jean-Louis Georgelin.

La cérémonie organisée pour l'occasion fut marquée par la levée des couleurs françaises et émiraties en présence du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur des EAU, cheikh Seïf ben Zayed Al-Nahyane.

Ce déploiement militaire permanent dans le Golfe, annoncé en janvier 2008 par le Président, traduit la volonté de la France de s'investir « aux côtés de ses partenaires privilégiés, dans une région névralgique pour le monde entier ».

La stabilisation de cette région située au cœur de l'arc de crise défini dans le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale, et qui s'étend de l'Atlantique à l'océan Indien, apparaît hautement stratégique. Environ 40 % de la production pétrolière mondiale transitent en effet par le golfe Persique, au large de l'Iran.

Les missions des forces françaises prépositionnées aux EAU se comptent au nombre de trois, comme le précise le colonel Hervé Cherel, commandant l'IMFEAU : « le soutien général de nos forces stationnées dans la zone, le renforcement et le développement de la coopération militaire bilatérale avec nos partenaires émiriens, ainsi que la mise en condition opérationnelle de nos forces ». La France et les Emirats arabes unis entretiennent en effet une collaboration militaire de longue date, formalisée par des accords de défense signés en 1995.

Ouverte à la demande des Emirats, l'implantation militaire française aux EAU (IMFEAU) accueillera, dès septembre prochain, plus de 250 militaires de la marine, de l'armée de l'air et de l'armée de terre, qui se répartiront sur trois sites. La base navale et de soutien (BNS) occupera 8 ha de terrains dans le port d'Abu Dhabi, avec un quai de trois cents mètres de long. Quant aux



ERIC FEFERBERG / AFP





MICHEL SPINGLER / AFP

26 avril. Base aérienne 104 d'Al-Dhafra.

Le commandant de la base, le lieutenant-colonel Garnier présente les infrastructures au Président Sarkozy et au prince héritier Mohamed Ben Zayed, en présence du général Georgelin, chef d'état-major des armées et du général Abrial, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Mirage et aux Rafale de l'armée de l'air, ils seront stationnés sur la base aérienne 104 d'Al-Dhafra. Enfin, le camp de Zayed, dans le désert, accueillera un groupement de l'armée de terre spécialisé dans l'entraînement en zone désertique et au combat en milieu urbain.

« Base de la paix »

« Cette présence militaire permanente [...] traduit l'engagement de la France, dans le long terme, aux côtés de ses amis, aux côtés des Emirats, s'il devait leur arriver quoi que ce soit, nous serions à leurs côtés », a déclaré Nicolas Sarkozy. Qualifiée de « base de la paix », l'IMFEAU jouera avant tout un rôle de point d'appui. Elle vient compléter le dispositif déployé dans la zone de l'océan Indien, cons-



titué des Forces armées françaises en zone Sud de l'océan Indien (FASZOI), des Forces françaises à Djibouti (FFDJ), ainsi que des forces navales françaises déployées en permanence dans l'océan Indien (Alindien) ou agissant dans le cadre d'opérations multinationales (Atalante et Enduring Freedom).

L'inauguration de la base française aux EAU a été également l'occasion pour la France d'exposer certains de ses matériels militaires. Elle s'est d'ailleurs conclue par une démonstration du Rafale, de Dassault Aviation. Les EAU ont annoncé, l'an passé, leur intérêt pour l'acquisition d'une soixantaine de ces appareils, en remplacement des Mirage équipant leur armée de l'air.

Linda Verhaeghe



Vice-amiral Gérard Valin, commandant la zone maritime de l'océan Indien

"Notre action est centrée sur la lutte contre la piraterie et le terrorisme"

La base française inaugurée à Abou Dhabi le 26 avril par le chef de l'Etat, devient la base de soutien du commandant de la zone maritime de l'océan Indien. L'occasion pour celui qu'on appelle Alindien de revenir sur les enjeux stratégiques de cette zone.



LAURENT PONTILLO / ECPAD

A l' » pour amiral, « indien », pour océan Indien. L'amiral commandant la zone maritime de l'océan Indien, couramment désigné par l'acronyme ALINDIEN, assure le contrôle opérationnel des forces françaises sur la zone, y conduit les opérations et représente les intérêts de la France auprès des pays qui bordent les mers et océans de cette région du monde. Il y assure également la responsabilité civile de délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer. Entretien avec le vice-amiral Gérard Valin.

Depuis le 1^{er} avril, la base militaire française d'Abou Dhabi constitue le port d'attache d'Alindien. Pourquoi le choix des Émirats arabes unis ?

Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la France ouvre une base militaire dans un pays étranger, à Abou Dhabi, à la demande des Émirats arabes unis et dans le cadre des

accords que nous partageons avec eux depuis 1995. Le choix de la localisation de cette base n'est pas un hasard, puisque celle-ci se situe au centre de l'arc de crise, allant de la Méditerranée jusqu'en Asie du Sud, qui a été identifié par le Livre blanc sur la sécurité et la défense nationale. Arc de crise qui englobe l'ensemble de la zone maritime sous ma responsabilité (cf. carte). En outre, celui-ci correspond aussi au déplacement du centre de gravité du monde de l'Occident vers l'Asie, avec en particulier les deux grands pôles émergents que sont la Chine et l'Inde, ainsi que l'Asie du Sud-Est : parties du monde en plein développement, malgré la crise économique que nous connaissons actuellement. Dans ce contexte, la France a bien pris conscience de l'intérêt d'être présente dans cette zone stratégique. Ainsi, cette nouvelle implantation, au cœur du Moyen-Orient et au large de l'Asie, va désormais constituer la base de soutien pour les bâtiments de la marine qui

opèrent dans le Nord de l'océan Indien, en particulier dans le golfe Arabo-Persique. Elle va également constituer une base de soutien pour les avions de l'armée de l'air qui s'entraînent régulièrement avec les Emirien – nous avons en permanence trois avions sur place – ainsi que pour des détachements de l'armée de terre qui conduisent aux EAU des activités d'entraînement au combat en milieu désertique et au combat urbain. Activités pour lesquelles les Emirien sont en ce moment en train de construire des infrastructures spécifiques.

Quels sont les enjeux qui ont amené la France à s'investir dans cette région ?

Pour commencer, avec les îles de la Réunion et de Mayotte, la France constitue une nation riveraine de l'océan Indien. Celle-ci doit donc y assurer la sécurité des citoyens français, soit près d'un million et demi d'habitants. Elle doit également surveiller les zones économiques qui y sont rattachées. Sur le plan sécuritaire, les deux grandes préoccupations actuelles sont la lutte contre le terrorisme, ainsi que la lutte contre la piraterie maritime, qui font toutes deux l'objet d'opérations militaires. Sur le plan économique, cette région du monde revêt une importance fondamentale pour la France, comme pour l'Europe, puisque les voies maritimes qui la traversent sont vitales pour notre commerce : citons le canal de Suez, en Égypte, le détroit de Bab-el-Mandeb, au niveau de la Corne de l'Afrique, ou encore le détroit de Malacca, au large de l'Indonésie. En effet, rappelons que c'est par ces voies que transite en particulier le pétrole acheminé du Moyen-Orient jusqu'à l'Europe. Enfin, s'ajoute une dernière préoccupation, que nous avons en permanence : celle d'être capables de prêter main forte aux différents pays riverains et d'intervenir au profit des populations civiles, en cas de catastrophes naturelles, comme nous l'avons fait à la suite du raz-de-marée qui a ravagé l'Indonésie en 2004.

Quelle est l'étendue de vos responsabilités ?

En tant que commandant des forces françaises déployées dans l'océan Indien relevant directement du chef d'état-major des armées (CEMA), le général Jean-Louis Georgelin, ma mission première est d'assurer le contrôle opérationnel des unités et des forces maritimes déployées dans la zone maritime placée sous ma responsabilité et d'y conduire les opérations militaires. Mon rôle est aussi d'entretenir une action dite de « diplomatie de défense », avec 28 pays qui bordent

cette zone maritime. Cela se traduit notamment par des discussions portant sur l'ensemble des problématiques sécuritaires et sur la façon de coopérer ensemble, afin de pouvoir améliorer la stabilité de la région le cas échéant et opérer ensemble. À cela s'ajoute une responsabilité « civile », puisque je suis également le délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer. J'ai dans ce cadre pour mission de maintenir une posture permanente dans cette zone maritime et d'apporter une connaissance permanente de ce qui s'y passe, pour leur permettre de moduler, si nécessaire, la présence française : comme par exemple le nombre de bâtiments déployés, en fonction du niveau de risque et de menace.



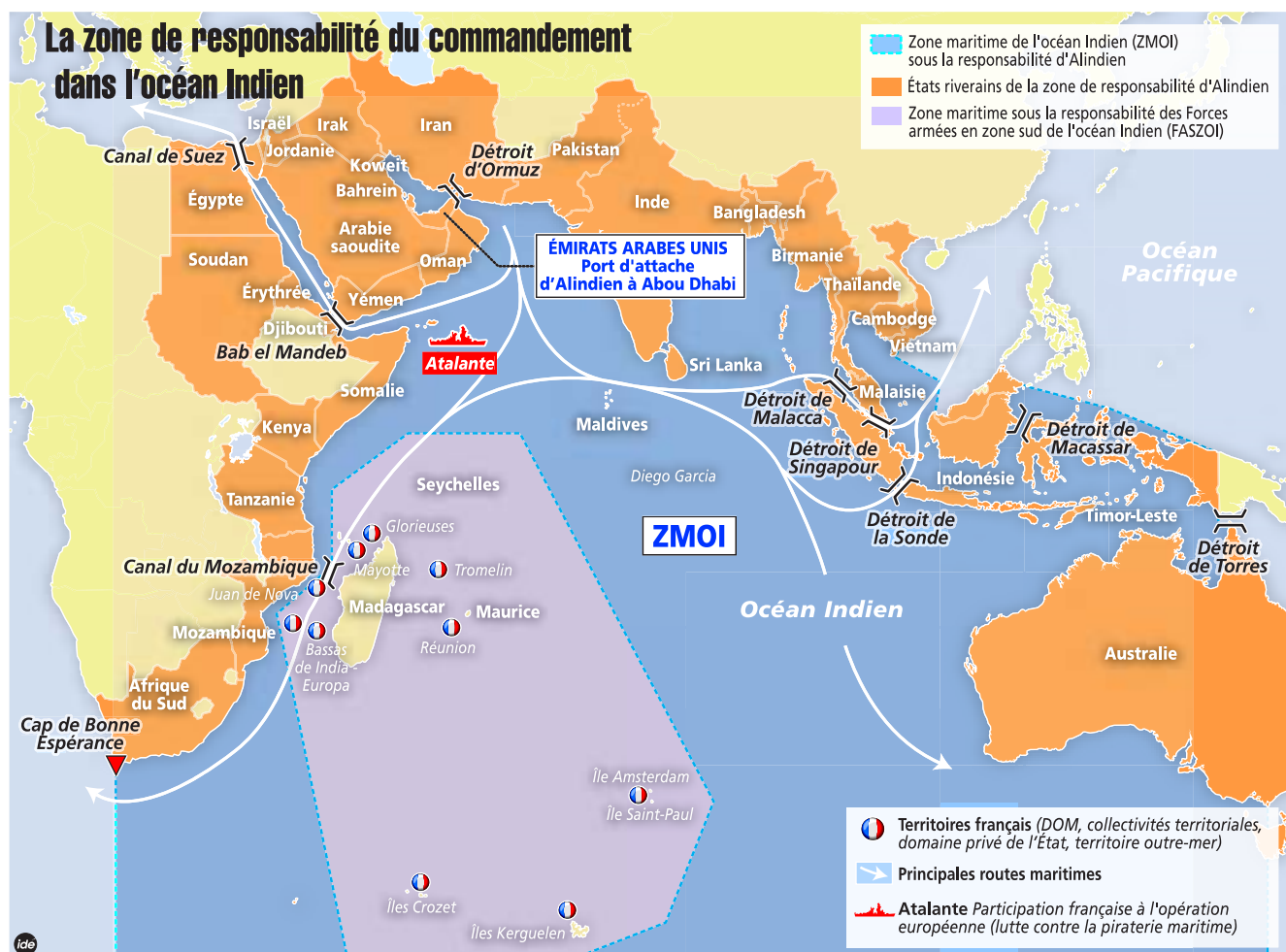
CLAISSE THIBAUT

**Le « Var »,
bâtiment de
commandement,
en escale
à Djibouti.**

“Sur le plan
économique,
cette région revêt
une importance
fondamentale pour
la France”

Quelles sont les grandes opérations actuellement menées dans cette zone maritime ?

Notre action est centrée sur deux menaces : la lutte contre la piraterie maritime au large de la Somalie et la lutte contre les réseaux terroristes. Nous menons plus particulièrement cette lutte dans le cadre multinational de la Task Force 150 (TF150) : la composante maritime de l'opération *Enduring Freedom*, chargée de combattre les mouvements terroristes et d'empêcher les trafics d'armes à destination de l'Afghanistan. Le commandement actuel de la TF150 est d'ailleurs assuré par un amiral français. La lutte contre la piraterie maritime a pris une importance croissante, depuis 2008. Dans ce domaine, la France a été un des premiers pays à s'y investir, sur le plan militaire, à travers les deux grandes opérations menées l'année dernière pour libérer les otages des navires de croisière *Le Ponant* et *Carré d'As*, respectivement les 11 avril et 16 septembre 2008 et celle menée début ►



► avril au profit du voilier *Tanit*. Grâce à ces succès militaires, ainsi qu'à une forte volonté politique de la part du président de la République et du gouvernement, la France a mené une action forte au niveau des Nations unies et de l'Union européenne. Action qui a permis de susciter une mobilisation internationale en faveur de la lutte contre la piraterie maritime, l'adoption d'un certain nombre de résolutions par les Nations unies, ainsi que le lancement de l'opération Atalanta, le 8 décembre 2008. Atalanta constitue la pre-

“La lutte contre la piraterie maritime a pris une importance croissante depuis 2008.”

mière opération maritime de l'Union européenne. La France poursuit depuis son action au sein de cette mission, y déployant en permanence un bâtiment. En outre, un avion de patrouille maritime apporte régulièrement son soutien depuis Djibouti. Ces moyens sont placés sous le contrôle opérationnel de l'état-major embarqué de la force Atalanta.

Propos recueillis par Linda Verhaeghe

Le dispositif militaire français dans l'océan Indien

La défense des intérêts stratégiques de la France en océan Indien repose sur un dispositif militaire comprenant trois commandements interarmées :

Le commandement de la Zone maritime de l'océan Indien (ZMOI) est situé sur un bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR), actuellement le *Var*. Il s'agit du seul commandement maritime français embarqué de manière permanente. Les Forces armées en zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI) et les Forces françaises à Djibouti (FFDJ), sont respectivement basées à la Réunion et à Djibouti en vertu d'un accord de défense avec ce pays.

Pour exercer l'ensemble de ses missions, outre le bâtiment sur lequel il est embarqué avec son état-major composé de 35 personnes, Alindien peut disposer de deux frégates de surveillance basées à la Réunion : le *Floréal* et le *Nivôse*, ainsi que d'un détachement de commandos marine, le commando Arta, et d'un avion de patrouille maritime, l'*Atlantique II*, basés à Djibouti.

Il assure par ailleurs le contrôle opérationnel des deux bâtiments déployés en permanence en soutien de l'opération *Enduring freedom*. Alindien peut également prendre sous son contrôle opérationnel les moyens maritimes ponctuellement déployés sur zone.

Perte de Solde et d'Indemnités



Conservez votre niveau de vie même en cas de coup dur

Pour éviter les difficultés financières liées à la perte de solde ou de spécialité consécutive à un accident ou une maladie, le GMPA a créé la garantie **PSI**. Spécialement conçue pour les militaires, c'est le complément indispensable de votre contrat de prévoyance. Grâce à elle :

- Vous recevez une **rente mensuelle**, qui viendra compenser votre préjudice financier, qu'il soit temporaire ou définitif, provoqué par une maladie ou un accident, en service ou hors service.
- Vous recevez un **capital** en cas de réforme définitive consécutive à une maladie ou un accident imputable au service.

Une garantie sur mesures : c'est vous et vous seul qui choisissez la durée et le montant des sommes qui vous seront versées en cas de perte de solde ou d'indemnités.

Votre Conseiller GMPA vous proposera différentes formules.
Il y en a forcément une pour vous !



La Prévoyance des forces de défense et de sécurité

01 58 85 04 00

www.gmpa.asso.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Adresser au : GMPA - CC 0402 - Tour Neptune - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____
Situation de famille : _____
Adhérent GMPA n° (éventuellement) : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur :

- ☐ La garantie **Perte de Solde et d'Indemnités**
☐ Les autres produits GMPA

Je vous remercie :

- ☐ de m'adresser une documentation par courrier
☐ de me contacter par téléphone :

Domicile : _____ entre _____ h et _____ h
Bureau : _____ entre _____ h et _____ h
Portable : _____ entre _____ h et _____ h



Le 2^e RSMA de Guadeloupe. Pendant le premier mois de leur formation, les jeunes volontaires apprennent les bases de la vie militaire.

Service militaire adapté : Apprendre à réussir

Aider les jeunes de l'Outre-mer à se réinsérer socialement et professionnellement, telle est la vocation des régiments du « SMA ». Créés en 1961, ils connaissent un succès qui ne s'est jamais démenti.

Leurs effectifs seront prochainement augmentés pour pouvoir accueillir 6 000 jeunes par an.



PHOTOS : AUDE LE CALVÉ / DICOD

« **J**'ai quitté la métropole pour la Guadeloupe à 16 ans avec une simple carte d'identité et un sac. Je voulais retrouver ma famille et recommencer une nouvelle vie. Mais cela n'a pas toujours été simple... J'ai tenté de suivre une scolarité sans avoir la tête à l'école. J'ai connu la galère aussi, dira Meddy Moutoussamy, actuellement en formation d'agent magasinier au 2^e Régiment du service militaire adapté (2^e RSMA), basé en Guadeloupe. Aujourd'hui, j'ai 20 ans. Je saisis ma dernière chance pour faire quelque chose de ma vie. Pour cela, je laisse mes problèmes à la porte du SMA. » Au 2^e RSMA, comme dans les autres régiments du service militaire adapté (voir encadré), on accueille des jeunes de 18 à 26 ans en panne de projet et d'avenir. Ceux qui ont déjà eu leur lot d'échecs scolaires (jusqu'à 40 % d'illettrés), familiaux, sociaux... Le recrutement des 20-24 ans est cependant privilégié, parce qu'ils ont eu le temps de « mûrir » et ont conscience de la nécessité de s'en sortir : ils comptabilisent



Le SMA est destiné aux jeunes de 18 à 26 ans.

en général deux ou trois ans de chômage ou l'expérience peu concluante d'emplois précaires. Le SMA a été créé en 1961 sous l'impulsion de Michel Debré, alors Premier ministre, dans un contexte social difficile aux Antilles. Ses régiments ont perduré, malgré la suspension du service national, parce qu'ils ont gardé la même vocation : aider les jeunes ultramarins en difficulté. Les candidats sont des volontaires qui souscrivent un contrat d'un an. Ils portent un uniforme, sont nourris, logés et rémunérés (330 € par mois). Ils viennent au SMA généralement sur le conseil de leur entourage ou des services sociaux. Ils sont informés des modalités de recrutement lorsqu'ils effectuent la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD). Le premier mois de la formation, ils apprennent les bases de la vie militaire, du civisme et de l'hygiène. Les dix autres mois sont consacrés à l'apprentissage d'un métier (en Guadeloupe dans le bâtiment, les travaux publics, le transport, la sécurité, le tourisme...), à des stages en entreprise, à des travaux sur ►

► des chantiers, mais aussi à une remise à niveau scolaire, si nécessaire à des cours d'alphabétisation. Le douzième mois, ils recherchent un emploi ou commencent une formation pour obtenir un diplôme dans un centre de formation pour adultes (type AFPA). À la fin du SMA, il leur est délivré un certificat d'aptitude personnelle à l'insertion (CAPI) : ce document permet à l'employeur ou l'organisme de formation qui prend le relais d'évaluer les compétences et la motivation des jeunes. À cela s'ajoutent des formations aux premiers secours et à la conduite, avec la possibilité de passer son permis : le « sésame » pour nombre d'entre eux.

« Il s'agit pour nous de leur "apprendre à réussir", explique le général Frétille, qui commande le service militaire adapté. Avec le 2^e RSMA, qui peut être cité en exemple grâce à son taux de réussite, 94 % des recrues sont réinsérés dans la vie active. Le chef de corps de ce régiment, le colonel Didier Jamme, explique la raison de ce succès : « Le régiment entretient des partenariats avec les organismes régionaux de formation professionnelle. L'École de la 2^e chance, par exemple, remet à niveau des jeunes qui seront parfois réorientés vers une formation au SMA. » Le directeur régional du Pôle Emploi, Patrick Dumirier, précise : « Nous nous informons mutuellement de nos offres de formation et d'emploi. Le Pôle Emploi suit l'évaluation des jeunes au cours de leur formation, pour mieux les réinsérer ensuite. Il rend consultable pour le SMA son fichier d'offres par Internet. » Le Pôle Emploi fournit également aux régiments des intervenants civils

Au 2^e RSMA, 94 % des jeunes sont réinsérés dans la vie active.



37 métiers sont proposés dans de nombreux domaines : bâtiment, restauration, agriculture, tourisme, aide à la personne... Un module de recherche d'emploi les aide à écrire un CV et préparer un entretien d'embauche.

pour des ateliers. Sophie Hélène forme les jeunes à raison de trente semaines par an. Elle anime le « module recherche d'emploi » (MRE), pour les aider à réaliser un CV et une lettre de motivation, les initier au droit du travail et simuler des entretiens d'embauche... « *Quand les jeunes sortent du SMA, ils réalisent qu'ils ont choisi la bonne voie et savent ce que les employeurs attendent d'eux.* » L'adjudant Loïc Léauté, officier insertion, confirme : « *Ils ont repris confiance en eux, non seulement parce qu'ils ont eu un suivi personnalisé, mais aussi parce qu'ils ne sont plus livrés à eux-mêmes.* » A la sortie d'un cours de MRE, des jeunes prennent la parole : « *L'expérience SMA nous est utile ! On y apprend la rigueur et la discipline, à arriver à l'heure, à parler simplement et assez fort lors d'un entretien d'embauche, à être plus convaincant, aussi.* »

Une excellente marque de fabrique

Les chefs d'entreprise ne s'y trompent pas. Et surtout pas Patrick Sildillia, un ancien appelé et engagé volontaire du SMA et patron d'une société de sécurité. C'est essentiellement dans ce vivier qu'il recrute : « *Je les embauche et, s'ils font l'affaire, je leur propose un contrat à durée indéterminée. En faisant preuve d'adaptabilité, ils peuvent monter en grade rapidement. Quand je n'ai pas les moyens de les recruter, je les conseille à mes partenaires, car le SMA est une excellente "marque de fabrique".* » C'est grâce aux méthodes de travail et d'organisation qu'il y a apprises, qu'il a pu pérenniser son entreprise. Tout n'est pas toujours aussi simple. Pour Steeve Grand, professeur des écoles détaché de l'Education nationale au sein du SMA « *face à l'illettrisme, certains jeunes stagnent. Pour garder le bénéfice de leur travail, il faudrait que leurs efforts d'alphabétisation soient poursuivis à leur sortie du SMA.* »

Les efforts paient. C'est le cas du marsouin Laurent G., détecté illettré à la JAPD : « *Abandonné par ma mère à l'âge de 3 ans, j'ai été livré à moi-même. Jusqu'en 3^e, j'étais toujours à part en classe. Ici, on prend le temps de m'expliquer les choses, alors je comprends mieux. J'apprends les bases de la lecture, à compter aussi, mais c'est difficile, surtout pour réussir mon code et passer mon permis de conduire.* »

Son chef d'atelier est fier de lui : « *Au fur et à mesure, il s'est ouvert, a appris à sourire... Il est excellent en travaux pratiques, mais pour devenir un jour chef d'équipe ou ouvrier spécialisé, il lui faut encore s'accrocher.* » ■

Aude Le Calvé

Vers un doublement des effectifs

Les militaires des régiments SMA, qui aident les jeunes à trouver un emploi ou à poursuivre leur service par une formation professionnelle qualifiante, sont sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Leurs effectifs seront évalués à la hausse d'ici à trois ans pour pouvoir accueillir 6 000 jeunes par an, a récemment annoncé le président de la République, Nicolas Sarkozy.

Les régiments SMA sont présents en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, en Nouvelle-Calédonie (qui verra la création d'une compagnie à Futuna) et en Polynésie, ainsi qu'à La Réunion et Mayotte. 37 métiers sont proposés aux jeunes dans le bâtiment et les travaux publics, la mécanique automobile, l'agriculture et l'aquaculture, la restauration et le tourisme, les transports, la sécurité et l'aide à la personne.

Valeurs mutualistes, esprit gagnant !



Serec Communication - Photo Getty Images

Sens de l'écoute, recherche du meilleur rapport qualité prix possible... Les valeurs mutualistes de la GMF l'incitent à innover au quotidien, à la plus grande satisfaction de ses sociétaires.

Certains assureurs œuvrent à placer des contrats auprès de leurs clients. D'autres préfèrent placer ces derniers au centre de leurs préoccupations. C'est le cas de la GMF : l'attention constante portée aux sociétaires, dans le respect des valeurs mutualistes qui animent l'entreprise au quotidien, lui permet de se distinguer

ils bénéficient en effet d'une réduction de 25% sur leur première année de cotisation, et ce pour tous les contrats d'assurance. Autre valeur qui perdure concrètement, la solidarité : quelques centimes d'euros sont systématiquement prélevés sur chaque contrat d'assurance afin d'alimenter un fonds spécial, GMF Solidarité, qui vient en aide aux personnes dans une situation particulièrement difficile. Par ailleurs, au sein de chaque agence GMF, un chargé de mission médiateur membre de l'Association Nationale des Sociétaires, représente les sociétaires.

Si la compétitivité des tarifs demeure la motivation essentielle des nouveaux assurés, à la GMF le mutualisme est bien ce qui les fait rester. Un chiffre le prouve : 97% des sociétaires sont satisfaits des services de leur mutuelle.

Patrice Forget, Directeur Général de la GMF « Ne jamais permettre qu'un sociétaire se retrouve dans une situation difficile »

« A la GMF, nous créons des assurances les moins chères possibles. Mais pas question de sacrifier des garanties qui, à nos yeux, sont essentielles ! Pour cette raison, nous ne proposons aucun contrat sans assistance. L'assurance corporelle du conducteur, indispensable si ce dernier est responsable d'un accident, est aussi automatiquement incluse dans l'assurance auto, de même que l'assistance psychologique. Tous ces choix découlent d'une véritable logique de service et de conseil ».

par des innovations remarquables. Ainsi a-t-elle été la première à proposer l'assistance 0 km dans les années 80, l'assistance psychologique, la déclaration des sinistres par téléphone, et via Internet tout récemment... Des produits et services innovants vite copiés par le marché.

JUSTE PRIX ET SOLIDARITÉ

Cette conception moderne du mutualisme est plus que jamais en phase avec les préoccupations actuelles des assurés. Le coup de pouce donné aux jeunes fonctionnaires de moins de 30 ans en est un exemple. Outre l'absence de surprime pour conducteur novice,

L'UNION FAIT LA FORCE

Les mutuelles d'assurances sont nées à l'initiative de groupes socio-professionnels désireux de couvrir leurs risques à moindres frais. Dans les années 30, alors que l'automobile se généralise peu à peu, leur vocation est notamment de rendre accessible l'assurance auto à une population d'automobilistes modestes. Le principe est clair : la mutuelle ne rémunère ni courtier, ni actionnaire ; le sociétaire ne paie que ce qu'il achète. Une réalité qui conserve tout son sens aujourd'hui.



A l'occasion de la commémoration de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie le 8 mai 1945, le Président de la République, Nicolas Sarkozy, a assisté à une revue navale exceptionnelle.

Après un discours prononcé sur la plage de La Nartelle, à Sainte-Maxime (Var), un des lieux du débarquement en Provence, le 15 août 1944, le chef de l'Etat a embarqué à bord du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral*, qui s'est éloigné au large. Il était accompagné des plus hautes personnalités civiles et mili-

Revue navale d'exception pour commémorer le 8 mai



PASCAL GUYOT / AFP

Après avoir évoqué le 64^e anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie à Sainte-Maxime (Var), le chef de l'Etat a embarqué sur un bâtiment de projection et de commandement pour assister à la revue au large.

L'avis *Enseigne de Vaisseau Jacoubet*. Près d'un quart de la flotte française était engagé.



taires françaises et étrangères, notamment du ministre de la Défense, Hervé Morin. L'événement a revêtu cette année un caractère exceptionnel. Une trentaine d'aéronefs des trois armées et seize bâtiments de la marine ont défilé en même temps, alors qu'habituellement les navires succèdent aux avions. Autre nouveauté : les bâtiments ont navigué sur deux lignes au lieu d'une, ce qui a eu pour effet d'augmenter l'aspect spectaculaire de la revue.

Ouverte par la Patrouille de France, puis par la frégate *Cassard*, qui a tiré 21 coups

de canon, la revue présentait trois tableaux, illustrant les missions de la marine nationale : projection, dissuasion et sauvegarde maritime.

Près d'un quart de la flotte française a participé aux manœuvres. Notamment les BPC *Mistral* et *Tonnerre*, le transport de chalands et de débarquement *Siroco*, le pétrolier ravitailleur *Meuse*, le sous-marin nucléaire d'attaque *Rubis*, les frégates *Forbin*, *Cassard*, *Primauguet*, *Montcalm*, *Dupleix*, *La Fayette* et *Surcouf*, les avisos *Enseigne de Vaisseau Jacoubet* et *Commandant Birot*, le chasseur de mines

Orion et le remorqueur d'intervention, d'assistance et de sauvetage *Abeille Flandre*. L'ensemble a été survolé par des avions Rafale, Mirage 2000, Super-Etendard, Awacs, Atlantique 2, et par des hélicoptères Caracal, Cougar, Tigre, Lynx, Panther...

Une revue navale est un événement rare. L'édition 2009 est la 8^e organisée en France (la première, présidée par le général De Gaulle, s'est déroulée le 14 juillet 1958). Un chef d'Etat n'y assiste traditionnellement qu'une fois durant son mandat. ■

Aude Le Calvé

YANNICK BISSON



LINDA VERHAEGHE

CÉRÉMONIE DU 65^E ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT

Le 65^e anniversaire du débarquement allié en Normandie a été célébré le 6 juin, en présence de Nicolas Sarkozy, président de la République, et de Barack Obama, président des États-Unis. Le prince Charles, représentant la reine d'Angleterre, les Premiers ministres britannique et canadien, Gordon Brown et Stephen Harper, et des vétérans, américains notamment, ont participé à la cérémonie. Les deux présidents

se sont recueillis au cimetière américain de Colleville-sur-Mer. *« Ce que nous ne devons pas oublier, c'est que le débarquement a été un moment et un endroit où la bravoure et la générosité de quelques-uns ont permis de changer le cours du siècle »,* a rappelé Barack Obama. Nicolas Sarkozy a, quant à lui, déclaré : *« Nous savons aussi ce qu'une Europe unie et une Amérique fidèle à ses valeurs peuvent accomplir ensemble. »*



UNE LOI POUR LES VICTIMES DES ESSAIS NUCLÉAIRES « AVANT LA FIN DE L'ANNÉE »

Hervé Morin, ministre de la Défense, a présenté en conseil des ministres un projet de loi relatif à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français, le 27 mai. Lors d'une conférence de presse, le ministre a notamment déclaré que *« si ce texte est examiné rapidement par le Parlement, il pourrait entrer en vigueur avant la fin de l'année »* et assuré que *« l'indemnisation portera sur la totalité des préjudices subis »*. Hervé Morin

a estimé à *« quelques centaines »* le nombre de victimes d'irradiations qui ont pu développer un cancer. Il a également précisé que le plan d'indemnisation serait doté d'une première enveloppe de 10 millions d'euros pour 2009. Quelque 150 000 personnes, civiles et militaires, ont participé aux 210 essais nucléaires atmosphériques et souterrains menés dans le Sahara algérien, puis en Polynésie française, de 1960 à 1996.

LA DÉFENSE VA FINANCER LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DES PME

Un nouveau dispositif baptisé « Rapid », pour Régime d'appui aux PME pour l'innovation duale, vient d'être mis en place au sein du ministère de la Défense. Son objectif : soutenir la recherche et le développement des petites et moyennes entreprises (PME) dont les technologies pourraient trouver des débouchés dans le secteur de l'armement. Ce dispositif a été présenté le 11

mai par Hervé Morin, ministre de la Défense, lors d'une visite à l'entreprise Eolite Systems. Spécialisée dans la fabrication d'équipements pour lasers industriels de haute technologie, Eolite Systems constitue un exemple de PME susceptible de bénéficier d'un financement. Dès cette année, ce sont 10 millions d'euros qui seront engagés dans le dispositif.



LE SECRÉTAIRE D'ETAT À LA DÉFENSE ET AUX ANCIENS COMBATTANTS EN ALGÉRIE

Le secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, Jean-Marie Bockel, s'est rendu en Algérie, les 13 et 14 mai. Au cours de son séjour, il a inauguré le nouveau service des anciens combattants algériens. Puis il a décoré sept vétérans algériens ayant combattu sous le drapeau fran-

çais pendant la seconde guerre mondiale. Cinq d'entre eux ont été décorés de la croix du Combattant, un a été fait chevalier de la Légion d'honneur et un autre a reçu la croix de Guerre. Environ 150 000 soldats algériens ont servi dans les rangs français lors du conflit de 1939-1945.

RÉUNION DES HAUTES AUTORITÉS MILITAIRES DE L'OTAN

Le général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, a participé à la réunion des hauts responsables militaires des pays membres de l'Alliance atlantique et des pays partenaires, les 6 et 7 mai, au siège de l'Otan, à Bruxelles. Plus de quarante chefs d'état-major des pays membres de l'organisation, dont ceux de l'Albanie et la Croatie nouvellement intégrés, ainsi

que des pays contributeurs non membres mais fournissant des troupes à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) déployée en Afghanistan, y ont également assisté. Ils ont fait le point sur les opérations dirigées par l'Otan et ont abordé la question de l'élaboration du nouveau concept stratégique annoncé lors du sommet de Strasbourg-Kehl en avril dernier.



AFGHANISTAN : ACCROCHAGES EN URUZGAN

Le 1^{er} kandak (bataillon) de la 4^e brigade du 205^e corps de l'armée nationale afghane (ANA) a mené une vaste opération de reconnaissance en vallée de l'Helmand, dans la province d'Uruzgan (au nord de Kandahar) entre le 18 et le 21 mai. 180 militaires afghans ont participé à cette opération, conseillés par des militaires français des OMLT (Operational Mentoring and

Liaison Team) et appuyés par un détachement d'une section d'infanterie, d'un groupe mortier, d'un groupe génie et d'une équipe de déminage néerlandais. Des combats ont opposé les forces afghanes à environ 70 insurgés, mis en fuite grâce au travail des soldats afghans, français et néerlandais, et aux appuis sol-sol et aériens coordonnés par les militaires français.

DISPARITION DE L'AIRBUS A330 D'AIR FRANCE : L'ARMÉE FRANÇAISE MOBILISÉE

L'armée française a mobilisé d'importants moyens pour localiser l'Airbus A330 d'Air France effectuant la liaison Rio-de-Janeiro (Brésil)-Paris. Le vol AF 447 a disparu le 1^{er} juin dans l'Atlantique avec 228 personnes à bord. Deux avions de patrouille maritime de type Atlantique 2 (dont un stationné sur l'emprise des Forces françaises du Cap-Vert), un avion de surveillance maritime de type Falcon 50, ainsi qu'un avion de détection

et de commandement aéroportés de type Awacs, ont été déployés. La marine nationale a également mis à disposition plusieurs bâtiments : la frégate *Ventôse*, le bâtiment de projection et de commandement *Mistral* et le sous-marin nucléaire d'attaque *Émeraude*. Les recherches sont menées à environ 1 300 km des côtes brésiliennes. Elles s'effectuent en collaboration avec des forces brésiliennes et américaines



LA VEDETTE FRANÇAISE DF41 « AVEL GWALARN » CÉDÉE AU LIBAN

Une cérémonie a été organisée dans l'enceinte militaire du port de Beyrouth, le 27 mai, pour marquer officiellement le don de la France à la marine libanaise de l'ex-vedette *Avel Gwalarn*, de type DF41. Cette passation de commandement et de pavillon a été organisée par les autorités libanaises et françaises, dont l'équipage de la frégate antiaérienne *Jean Bart*. Elle s'est

déroulée en présence d'André Parant, ambassadeur de France, et des amiraux El Moallem et El Hashem, respectivement chef d'état-major et numéro deux de la marine libanaise, et du vice-amiral Magne, sous-chef opérations de la marine française. Rebaptisée *Al-Kalamoun 43*, l'*Avel Gwalarn* est désormais commandée par le capitaine de corvette Rafik Abou-Rjeily.

LA DEFENSE



WILFRIED COLLET / SIRPA AIR

AU BOURGET



Partenaire historique du salon, le ministère de la Défense axe sa présence sur les cinq fonctions stratégiques prévues dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité. Au menu, exposition de matériel, simulateurs de vol, démonstrations en vol.

Un demi-million de visiteurs sont attendus au salon de l'Aéronautique et de l'espace du Bourget, du 15 au 21 juin. Les deux mille exposants de quarante-deux pays présents à cette 48^e édition – qui marque aussi le centième anniversaire du salon de l'aviation, né en 1909 – confirment cette manifestation comme la pre-

mière du genre dans le monde. Partenaire historique de cette grand-messe aéronautique, le ministère de la Défense s'expose sur 3 500 m².

Mais, cette année, outre les traditionnelles présentations de matériel et les démonstrations en vol, le ministère a décidé de montrer au public de manière originale les cinq fonctions stratégiques du dernier Livre ►

► blanc sur la Défense et la sécurité nationale. Une nouvelle stratégie de sécurité nationale a été définie après sa rédaction. Elle repose sur un équilibre entre les fonctions stratégiques : Connaître et Anticiper, Prévenir, Dissuader, Protéger, Intervenir. Ce sont ces cinq fonctions que le ministère a décidé d'illustrer à travers une vingtaine d'exemples, notamment grâce à la présence de six aéronaves (*encadré p. suivante*) stationnés devant le pavillon de la Défense.

C'est ainsi que, pour la fonction Connaître et Anticiper, l'armée de terre présente son système de drones tactiques intermédiaire (SDTI) avec un drone, une rampe de lancement et une station de contrôle, en service depuis 2005, et qui sont déployés sur des théâtres d'opérations comme l'Afghanistan. Des militaires travaillant avec ces matériels et des ingénieurs spécialistes de ces systèmes fournissent au public des explications sur ces techniques et leur emploi. La DGA

présente quant à elle le système futur d'imagerie spatiale destiné à des missions de surveillance, reconnaissance et observation MUSIS (Multinational Space based Imaging System). Pour la fonction Intervenir, l'armée de terre détaille les phases de préparation d'une intervention de l'hélicoptère Tigre : conception, préparation et conduite de l'opération. Pour illustrer la fonction Protéger, l'armée de l'air fait une démonstration de lecture d'images prises par les quatre Mirage F1 après le

**L'armée de l'air
a accueilli
70 000 visiteurs
sur son stand
lors du dernier
salon.**



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

LA DEFENSE AU BOURGET

passage de la tempête Klaus, en janvier dernier. Ces images avaient permis de rationaliser l'aide apportée à la population sinistrée (cf Armées d'Aujourd'hui n° 338). La fonction Prévenir est « mise en scène » à travers un Atlantique II, avion de patrouille maritime, avec son équipage, détachés pour l'occasion par la marine. Enfin, une maquette de missile M51 présentée par la DGA illustre la fonction Dissuader. Ce missile balistique nucléaire français de type mer-sol doit succéder au M45 dans l'équipement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Le ministère de la Défense profite ainsi de la notoriété du salon pour se livrer à une véritable mise en images du Livre blanc. Ce qui n'empêche pas le public de retrouver les activités traditionnelles au Bourget : démonstrations dynamiques (cf encadré), animations sur son stand. Grâce aux simulateurs de vol, les visiteurs peuvent prendre les commandes d'un Mirage F1, du célèbre Alpha-Jet de la Patrouille de France ou d'un appareil léger dans des conditions de vols très réalistes (décollage, atterrissage, conditions météorologiques variables, etc.). « Le public est friand de ces



animations, commente le colonel Marc Lagneau, commandant en second du Sirpa Air. *Nous en profitons pour le sensibiliser à notre quotidien, à nos missions, à la vie de nos personnels.* » A signaler également la présentation par des militaires de l'unité Commando parachutiste de l'air n° 10 du module de contrôleurs aériens avancés ou TACP (Tactical Air Control Party). L'équipe TACP participe à l'emploi de l'arme aérienne sur des théâtres d'opérations en désignant à l'aéronef la cible à atteindre au sol.

L'armée de l'air n'a pas oublié de fêter ses 75 ans cette année, avec une exposition de photographies des moments forts de son histoire, comme l'arrivée des Mirage dans les années 60. ■

Arnaud Hunter-Rousselle

VOIR SUR INTERNET

Plus d'informations sur :
www.defense.gouv.fr/le_bourget

Les aéronefs du stand de la Défense et de l'armée de l'air

• Présentation au sol :

Stand ministère de la Défense : un Mirage du centre d'essais en vol de la DGA, un Rafale Marine, un Rafale et un Caracal de l'armée de l'air, un Tigre et un drone SDTI de l'armée de terre.

Zone armée de l'air : un Jaguar (avec possibilité pour le visiteur de s'installer dans la cabine de pilotage).

• Démonstration dynamique de l'armée de l'air.

Du 15 au 21 : présentation du Rafale et d'un avion de voltige, l'Extra 330 ;

Du 19 au 21 : simulation de l'interception d'un avion de tourisme par un Fennec, présentation d'un avion-radar AWACS et d'un Caracal ;

Les 20 et 21 : défilé de la Patrouille de France.

« Nous en profitons pour sensibiliser le public à notre quotidien, à nos missions, à la vie de nos personnels. »

LA FRANCE TIENT SON RANG À

Les exportations françaises se maintiennent, bien que la concurrence se soit fortement aiguisée, ces dernières années.

L'aéronautique est le secteur le plus dynamique de l'industrie de l'armement, avec des exportations qui représentent plus d'un tiers du chiffre d'affaires global des industries de défense. Elle est un acteur économique et social de premier ordre en France puisque cette branche emploie plus de 130 000 personnes et réalise 35 milliards d'euros de chiffre d'affaire annuel, dans un secteur où

dominent le savoir-faire et les technologies de pointe : avionique, composants (électronique, informatique, optique, radar), propulsion, systèmes d'armement. « On a assisté pendant quelques années à une stagnation de nos exportations, concède Bruno Berthet, directeur adjoint du développement international à la Délégation générale pour l'armement (DGA). *L'avion de combat Rafale, notamment, est soumis à une très forte concurrence ; il est en service opérationnel dans l'armée de l'air depuis moins de trois ans, et nous travaillons pour ses premiers succès à l'étranger.* » Quant au futur gros-porteur européen A400M d'EADS, il a subi des retards de développement, dans un contexte de crise financière. Selon Michel Polacco, secrétaire général de la rédaction de Radio France et journaliste spécialisé en aéronautique, « ce programme est

un compromis complexe car il doit répondre en même temps aux exigences militaires et aux règles civiles [certification européenne – ndlr]. » Mais dès que ces difficultés auront été surmontées, « l'A400M aura un fort potentiel d'exportation, assure Bruno Berthet. Des contrats ont déjà été passés avec la Malaisie et l'Afrique du Sud. »

La France demeure parmi les pays leaders de l'industrie aéronautique de défense. Les Etats-Unis, avec notamment Boeing et Lockheed, représentent plus de 50 % de ce marché, suivis du Royaume-Uni (BAE Systems, Rolls-Royce, notamment), et de la Russie (Mig, Sukhoï...). La France détient environ 8 % des parts de marché, avec des références comme Dassault Aviation, Eurocopter et Airbus, mais aussi Thalès et Safran pour l'électronique, les télécommunications et les moteurs,



Le NH90 d'Eurocopter, version marine.

MARINE NATIONALE

3 QUESTIONS À

Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement



Que représente le Salon du Bourget pour la DGA et pour les industries de défense ?

L'Espace Défense du Salon donne une visibilité aux der-

niers équipements aéronautiques français, dont la qualité est attestée par la satisfaction des forces armées qui les utilisent. Ce qui est un argument de poids lors des négociations avec les clients étrangers potentiels. Les enjeux de la présence de la DGA au Salon sont importants, car je recevrai de nombreuses délégations étrangères afin de promouvoir les équipements français à l'export.

Quelle place occupe l'industrie aéronautique et spatiale dans le paysage de l'industrie de défense française ?

Le secteur aéronautique et spatial contribue largement à la nouvelle fonction « connaissance et anticipation » définie comme prioritaire par le Livre blanc, notamment avec l'utilisation croissante des drones. De plus, les

fonds consacrés à l'espace ont été doublés par rapport aux financements prévus en 2008, pour être affectés à des programmes d'observation, de communications, de renseignement électromagnétique et d'alerte avancée.

Face à la concurrence et à la crise, comment se porte l'industrie aéronautique de défense française ?

L'ensemble de l'industrie aéronautique mondiale souffre de la crise et de la baisse d'activité généralisée. Comme tout autre secteur, l'aéronautique française de défense est touchée : baisse des exportations et des débouchés civils, par exemple. Les conditions d'accès aux financements, rendues plus difficiles, pourraient fragiliser les PME qui sont des maillons essentiels de l'industrie d'armement. A ce jour, je suis confiant sur la capacité industrielle française à faire face. D'autant que le plan de relance de l'économie consacre une large part à la Défense et en particulier à l'investissement au profit des forces.

MBDA pour les missiles, et d'autres intervenants majeurs, dont de nombreuses PME.

Les programmes développés par les grands constructeurs français séduisent depuis de nombreuses années des clients tels les Emirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, l'Inde, la Grèce, la Corée du Sud, l'Australie ou le Brésil. Eurocopter (EADS) se place parmi les premiers constructeurs mondiaux d'hélicoptères, avec le Tigre, le Caracal ou le NH90, qui fait déjà l'objet de nombreuses commandes. Quant au ravitailleur MRTT (Multirole Tanker Transport) d'EADS, qui devrait équiper bientôt les forces françaises, il s'est

déjà bien vendu au Moyen-Orient et en Australie. « *L'industrie française est au début d'un nouveau cycle*, souligne Bruno Berthet. *Des équipements de pointe viennent d'entrer en service ou sont sur le point de le faire.* »

La France tient l'exportation de son industrie de défense comme une priorité. La Commission interministérielle d'appui aux contrats internationaux (CIACI) a vu le jour en mai 2008 pour coordonner les actions des ministères afin d'appuyer l'offre française sur les contrats internationaux. En 2008, les commandes d'équipements de défense ont atteint 6,4 milliards d'euros, en hausse de 15 % par

rapport à 2007. Pour l'horizon 2012, le ministre de la Défense, Hervé Morin, a fixé un objectif de 10 milliards d'euros de commandes.

« *La Défense a tout intérêt à soutenir cette politique*, conclut Michel Polacco. *Elle doit faire fonctionner la recherche et conserver des savoir-faire et d'être contrainte d'acheter à l'étranger. Sans compter que le domaine militaire, seul pôle stable de l'industrie aéronautique, est un réel amortisseur de la crise pour les industries de défense.* »

Cynthia Glock

« L'industrie française est au début d'un nouveau cycle. Des équipements de pointe viennent d'entrer en service ou sont sur le point de le faire. »

HARFANG, UN DRONE POUR AN

Illustrant parfaitement la fonction connaître et anticiper du Livre blanc, ce drone est présenté sur le stand de la Défense. Avec vidéos des premiers retours d'expérience d'Afghanistan...



« **D**ans un environnement international marqué par de grandes incertitudes et des préavis parfois très courts, les moyens de la connaissance et de l'anticipation constituent la première ligne de défense d'un pays. » Cet extrait du Livre blanc sur la Défense et la sécurité natio-

nale souligne l'importance croissante du renseignement. Un domaine où l'aéronautique joue un rôle de premier ordre : il suffit de considérer la place accordée aux programmes existants ou en cours (*voir encadré*).

Quoique à une autre échelle, le nouveau drone Harfang fait partie des projets visant à développer le renseignement. Depuis février, trois exemplaires sont déployés sur le territoire afghan au profit de la force internationale d'assistance et de sécurité de l'Otan (FIAS), dont la France fait partie. Une maquette au 1/10 ainsi que des vidéos de ses premiers retours d'expérience sont présentées au salon du Bourget sur le stand de la Défense. Harfang

est un système dit MALE – pour Moyenne Altitude Longue Endurance – capable de voler à 25 000 pieds, soit 7 600 m pour une durée de vol de 20 heures. Il est développé par EADS au profit de l'armée de l'air. Comme son précurseur américain, le Predator, utilisé aussi par les Italiens, le Harfang est dédié aux missions de surveillance et de reconnaissance.

En Afghanistan, il est armé par l'escadron du centre d'expériences aériennes militaires de la base aérienne 118 (Mont-de-Marsan), basé à Bagram, au nord-ouest de Kaboul. « *Le Harfang effectue 40 % de ses missions au profit des troupes françaises, du fait de leur proximité de notre*

Les trois
drones basés
à Bagram,
en Afghanistan.



ARNAUD ROINÉ / ECPAD

base, mais il est au service de l'ensemble des forces alliées », précise le lieutenant-colonel Mazoyer, commandant du détachement air français de Bagram. Pour le capitaine Taffary, coordinateur tactique du premier détachement de l'es-

cadron rentré en France fin avril, « le drone est l'ange-gardien des forces alliées au sol. Il fournit en toute discrétion des renseignements précis sur une zone, un itinéraire ou un objectif particulier ».

Une quarantaine de personnes – opérateurs de vol, officiers renseignement, interprètes image, mécaniciens – suffisent à le mettre en œuvre. « Un effectif réduit, comparativement à l'importante capacité de recueil d'information du drone », remarque le capitaine Taffary.

Grâce à sa liaison satellite, qui l'affranchit du masque montagneux, le Harfang peut intervenir à plus de 1 000 km de sa base de décollage, ou effectuer une permanence en vol de 12 heures à une centaine de kilomètres. Équipé d'une caméra électro-optique (moteur électrique pour le zoom et mise au point optique) infrarouge, le drone peut capturer des images jour et nuit : habitations, axes routiers, mouvements de personnes, environnement. Un radar SAR/MTI (Synthetic Aperture Radar/Moving Target Indicator) lui permet de détecter un objectif mobile sur une longue

distance (jusqu'à 40 km). Enfin, grâce à son désignateur laser, il peut fournir les coordonnées précises d'objectifs identifiés.

« Les données captées sont transmises en temps réel à la station de contrôle au sol et aux centres de commandement de la FIAS, auxquels nous sommes connectés », explique le lieutenant-colonel Mazoyer. Une cellule de « gestion de la collecte de renseignements et de coordination des besoins » (Collection Coordination and Intelligence Requirements Management) basée à l'état-major à Kaboul, centralise les demandes des troupes puis attribue les missions aux différents capteurs du théâtre.

« Le Harfang est idéal pour préparer et appuyer les opérations au sol sur un théâtre d'opérations, même si ce type de systèmes est appelé à évoluer, conclut le lieutenant-colonel Mazoyer. Son utilisation raccourcit la boucle opérationnelle qui va de la détection à l'action. En ce sens, le Harfang illustre bien la fonction "connaître et anticiper" du nouveau Livre blanc. »

■
Cynthia Glock

Une quarantaine de personnes suffisent à le mettre en œuvre. Un effectif réduit, comparé à sa capacité de recueil d'informations.

Les programmes spatiaux de détection et d'observation

Démonstrateur Spirale (Système préparatoire infrarouge pour l'alerte) : Démonstrateur technologique formé de deux micro-satellites d'un futur système d'alerte spatiale dédié à la détection tirs missiles balistiques, grâce au principe de signature infrarouge (détection de la chaleur). Maîtrise d'œuvre : EADS/Astrium

Hélios 2-B : Second satellite du système de dernière génération d'observation de la Terre Helios II, mené en coopération France/Belgique/Espagne/Italie/Grèce.

Mise en service du satellite : 2009. Maîtrise d'ouvrage DGA/CNES. Maîtrise d'œuvre Astrium/Thalès/Cnes.

Musis (Multinational Space-based Imaging System) : Projet européen de satellite d'observation de la Terre géré par l'Agence européenne de défense et les pays partenaires. Appelé à succéder aux systèmes type Hélios II. Accord signé fin 2006 par France-Allemagne-Belgique-Espagne-Grèce-Italie. Première mise en orbite prévue en 2015.

LES APPAREILS EXPOSÉS AU

La Défense expose ses principaux matériels aéronautiques. L'occasion de rappeler les caractéristiques techniques et les missions de ces aéronefs.



LE SDTI

Le SDTI (système de drone tactique intérimaire) est un drone de reconnaissance développé par Sagem. Les vidéos captées par ses caméras (optique/jour et infrarouge/nuits) offrent aux postes de commandement à terre, en temps réel, une vision globale de la situation sur la zone d'opérations. Il assure ainsi l'appui des troupes au sol en aidant à l'acquisition d'objectifs et au réglage de tir d'artillerie sol-sol. Le SDTI peut voler 4 heures à une distance de 80 km de sa base et à la vitesse de 51 m/s.

Armé par le 61^{ème} régiment d'artillerie de l'armée de terre depuis 2005, le SDTI a été déployé au Kosovo dès fin 2007. Depuis novembre 2008, il est engagé en Afghanistan, dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Il a effectué sa 100^{ème} mission sur ce théâtre le 15 mai dernier et vient d'être doté d'un système de station portable de récupération des images, qui permet aux troupes à terre de recevoir l'image au plus près de leurs objectifs.



L'ATLANTIQUE 2 AVION DE PATROUILLE MARITIME

Développé par Bréguet et Dassault Aviation, l'Atlantique 2 est un avion de patrouille maritime, en service actif dans la marine nationale depuis 1991. Servi par 12 hommes d'équipage, l'Atlantique 2 est doté d'équipements électroniques (radars, caméras, détecteurs magnétique/d'émissions radar/de données acoustiques) et d'un système d'armes (torpilles-grenades-missiles exocet) qui lui permettent de détecter, pister et détruire sous-marin ennemi. Grâce à son dispositif de transmission et de traitement de données, il peut guider un dispositif d'assaut à la mer. Ses moyens d'interception de communications radio en font un acteur majeur du renseignement. Il assure des missions de service public : surveillance maritime, lutte contre les infractions, recherche de naufragés et de bâtiments en détresse. 14 sont répartis sur les bases aéronavales de Lann-Bihoué (flottille 23F) et Nîmes-Garons (21F). Un est basé à Dakar pour des missions de secours en mer. Un autre, depuis Djibouti, participe à la lutte antipiraterie en Océan indien.



MIRAGE 2000 DU CENTRE D'ESSAIS EN VOL DE LA DGA

Les différentes versions du Mirage 2000 n'ont cessé d'évoluer depuis la mise en service en 1984 de cet aéronef développé par Dassault aviation. L'appareil présenté par le centre d'essais en vol de la Délégation générale pour l'armement et le centre d'expériences aériennes militaires illustre ces intégrations. En effet, en plus de l'appareil vont être présentés : l'adaptation d'un système de désignation de cible de nouvelle génération appelé Damoclès, un poste de visualisation et de transmission de données, le Scarabée, qui optimise les liaisons entre l'aéronef en vol et une équipe au sol, ainsi qu'un panier de roquettes à guidées laser. Ces nouveaux équipements permettent aux forces de disposer à court et moyen termes de nouvelles capacités opérationnelles, notamment dans le cadre de conflits de type Afghanistan.



RAFALE DE L'ARMÉE DE L'AIR ET DE LA MARINE NATIONALE

Le Rafale est le premier avion de combat polyvalent développé par Dassault Aviation, qui équipe l'armée de l'air et la marine nationale. Il réunit plusieurs types d'appareils en un seul. Cet aéronef est capable de mener aussi bien des missions de défense aérienne ainsi que d'attaque au sol. Il est également conçu pour décoller d'un porte-avion et transporter de l'armement nucléaire. A ce jour près de 70 Rafale ont été livrés dont 25 pour la marine nationale et 55 pour l'armée de l'air. Ces appareils ont entre autre servis en Afghanistan dans des missions au profit de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et de l'opération Enduring Freedom.



LE CARACAL RESCO-EC 725

Conçu spécialement pour les missions de sauvetage au combat et de transport de troupes sur longue distance, l'hélicoptère Caracal RESCO (recherche et sauvetage de combat) est opérationnel depuis juin 2006. Cet appareil très sophistiqué, conçu par Eurocopter, est le premier hélicoptère français équipé d'un système de blindage et d'un système d'auto-protection comprenant la détection de l'arrivée de missiles, par alerte radar.

Une flotte totale de 14 hélicoptères est en dotation dans l'armée de l'air et dans l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). Il a déjà fait ses preuves lors de l'opération Baliste, au Liban, pour l'évacuation de ressortissants français au cours de l'été 2006.

Depuis fin 2006, deux caracals de l'armée de l'air sont basés à Kaboul en Afghanistan. En alerte 24/24, ils assurent des missions de transport de troupes et d'intervention rapide, ainsi que la sécurité des pilotes. Ils ont participé aux opérations de combat lors de l'embuscade du 18 août 2008 dans la vallée d'Ouzbeen.



LE TIGRE

Fruit d'une coopération entre la France et l'Allemagne, l'hélicoptère d'attaque Tigre équipe les armées de terre allemande, française, espagnole et australienne. La plate-forme se décline en quatre versions : appui-protection, anti-char, reconnaissance et appui-destruction, pour s'adapter aux besoins des missions.

Sa production a commencé en 2002 et le premier exemplaire a été livré en avril 2005 à l'école franco-allemande du Luc (83) qui forme les pilotes.

Conçu pour remplir des missions d'appui-feu, à proximité des forces terrestres c'est un appareil furtif grâce à sa silhouette étroite et aux nombreux matériaux composites qui le constituent. A la pointe de la technologie, il est aussi performant de jour que de nuit pour détruire ses cibles.

Le Tigre est opérationnel dans l'armée française depuis décembre 2008. L'aviation légère de l'armée de terre en possède d'ores et déjà 18 et devrait, au terme de la première commande, être dotée de 80 hélicoptères dans les versions HAP (appui-protection) et HAD (appui-destruction).

PREMIERS PAS DANS LA «PAF»



SIRPA AIR

Ancien pilote de Jaguar, ex-chef de patrouille, il a rejoint la Patrouille de France l'année dernière. Après un an de préparation, son premier meeting aérien, c'est au Bourget.

Salon-de-Provence, au petit matin. Paco Wallaert commence sa journée par une séance de musculation avec ses coéquipiers de la Patrouille de France, avec qui il s'entraîne quotidiennement depuis près d'un an. Dans quelques jours, il va mettre en pratique pour la première fois ce qu'il a appris : avec le salon du Bourget commence la saison des meetings aériens... Il accrochera au vestiaire sa combinaison d'entraînement pour, enfin, revêtir la fameuse tenue bleu azur de démonstration, celle que le grand public connaît si bien. « J'ai hâte de rencontrer le public. Signer des autographes sera tout nouveau pour moi ! »

Paco Wallaert a débuté sa carrière de pilote de chasse sur le Jaguar (retiré du service en 2005), il y a plus de quinze ans. Chef de patrouille en 2003, la qualification la plus élevée pour un pilote, et avec plus de 3000 heures de vol, il remplit les conditions pour intégrer la mythique équipe acrobatique. « C'est une unité prestigieuse. A 37 ans, je touche enfin

du doigt mon rêve. C'est un honneur de pouvoir représenter l'armée de l'air. » Lorsqu'on lui demande à quand remonte ce désir de faire partie de la mondialement connue « PAF », il n'hésite pas une seconde. « Enfant, je me rendais dans les meetings aériens avec l'espoir, un jour, de pouvoir être à la place de ces pilotes de l'extrême. »

En attendant, l'entraînement continue. Il est 9 h 00, c'est l'heure de se rendre au briefing avant le premier des deux vols de la journée. Malgré ses quinze ans d'expérience, il a dû apprendre une nouvelle façon de piloter. « C'est une remise en question totale de tout ce que j'ai appris dans ma carrière de pilote de chasse. A la Patrouille, on reprend tout de A à Z. Contrairement aux vols opérationnels, que j'ai souvent effectués dans les Balkans, il n'y a pas un, voire deux avions qui volent ensemble, mais huit, qui exécutent en totale synchronisation un véritable ballet. Nous sommes parfois à moins de trois mètres de distance les uns des autres ! »

Paco est très concentré, c'est le moment pour lui de rejouer ce que les pilotes appellent dans leur jargon « la musique du leader ». Cela consiste à mimer toutes les figures à partir des indications données en temps réel par le leader, le « chorégraphe » de la démonstration. Dans la salle, pas un bruit sauf cette musique précise et cadencée. « Top, tourne à gauche, et... à droite, top, tourne à gauche, et... tonneau, et... à droite... »

Après le briefing, direction le tarmac, où les huit Alpha-jets bleu-

blanc-rouge sont prêts à décoller. « On court des risques, mais on n'en prend pas ! Tout est calculé au millimètre près. L'improvisation n'a pas sa place ! » Le pilote grimpe à bord, pour deux heures d'entraînement intensif. Au Bourget, les 20 et 21 juin, Paco et ses coéquipiers exécuteront une démonstration de vingt-cinq minutes. Pendant tout ce temps, le pilote, qui vole uniquement à vue en suivant les instructions du leader, doit faire preuve de la plus grande rigueur. « Chaque vol est très éprouvant, à la fois physique-

Deux Alpha Jet de la Patrouille de France en action.

SIRPA AIR

POUR PACO

LA DEFENSE AU BOURGET

ment et mentalement. Je savais que ça serait dur, en entrant à la Patrouille, mais je ne m'imaginais pas à quel point ! »

Comme au football ou au rugby, chacun tient un poste bien défini. Paco Wallaert, alias Athos 3, son indicatif radio, est « intérieur gauche ». « Je suis à ce poste car je suis arrivé il y a moins d'un an à la Patrouille », explique le capitaine Wallaert. Il forme, avec l'intérieur droit, le leader et le « charognard » (l'avion situé juste derrière le leader), l'ossature de la formation. C'est une place psychologique-

ment lourde à assumer, car elle engage la stabilité de la formation. *« Les séances de relaxation quotidiennes que nous dispense notre coach sportif sont les bienvenues. Car on ne dirait pas, vu d'en bas, mais on sue à grosses gouttes, là-haut. Ce n'est qu'une fois que j'ai posé mon avion que je me dis : Quel plaisir ce vol ! »*

Après le Bourget, les meetings aériens s'enchaîneront. Le 14 juillet au-dessus des Champs-Élysées, une tournée en Amérique avec, en point d'orgue, le Brésil pour l'année de la France dans ce pays.

Autant de bons moments que va, enfin, vivre Paco, au sein de sa famille de la « PAF ».

Mais c'est dans un large sourire plein de sincérité et d'émotion que le pilote tient à préciser : *« Ce sont les meetings où ma famille et mes amis sont présents qui me tiennent le plus à cœur. A l'atterrissage, au moment où l'on décompresse et que l'on peut enfin savourer ce que l'on vient d'exécuter, ça fait beaucoup de bien de pouvoir partager ces moments avec ses proches. »*

■ **Anne-Lise Llouquet**

« C'est une unité prestigieuse. A 37 ans, je touche enfin du doigt mon rêve. C'est un honneur de pouvoir représenter l'armée de l'air. »



« LA DEFENSE NE PEUT SE PASSER



C. FIARD / DICOD

Philippe Jost est directeur des plans et budget et de la gestion à la Délégation générale pour l'armement. Nous l'avons interrogé sur le volet Défense du plan de relance gouvernemental.

Dans son plan de relance pour atténuer les effets de la crise économique, le chef de l'Etat a donné la priorité à l'investissement pour « soutenir l'activité d'aujourd'hui et préparer la compétitivité de demain ». Premier investisseur de l'Etat avec deux tiers des investissements, le ministère de la Défense occupe une part importante dans la réalisation de ce plan adopté par le Parlement en janvier dernier. Philippe Jost, directeur des plans et budget et de la gestion à la Délégation générale pour l'armement nous en donne les grandes lignes.

Quelle forme prendra l'action du ministère de la Défense ?

Sur les 26 milliards d'euros du plan de relance, le ministère de la Défense dispose d'une enveloppe de 2,4 milliards. La plus grande partie, 1,7 milliard d'euros, est affectée à des contrats inscrits dans les lois de programmation militaire 2009-2014 et 2015-2021. Ces contrats portent sur du nouveau matériel, des pro-

grammes de recherche et développement ou encore sur des travaux d'infrastructure. L'enveloppe ministérielle a été calculée à partir de projets déterminés en décembre dernier par nos équipes en liaison avec Matignon et l'Elysée. Par ailleurs, le ministère, qui échelonne toujours ses paiements aux entreprises, a décidé d'augmenter de 20 % le montant du premier versement habituellement payé.

De quelles façons les entreprises bénéficieront-elles du plan de relance ?

Nous avons sélectionné les entreprises selon plusieurs critères. Tout d'abord, le projet lié au contrat doit être rapide à mettre en œuvre. Mais nos choix ont aussi été guidés par l'urgence de la situation dans des secteurs durement touchés par la crise comme l'aéronautique et la construction navale. Ces entreprises ont vu baisser les commandes de leur clientèle civile, et les chefs d'entreprise se trouvent contraints de recourir au chômage technique, aux licenciements, voire d'envisager des cessations d'activité. Les petites et moyennes entreprises sous-traitantes des grands groupes sont touchées de plein fouet. Il n'est pas dans l'intérêt du ministère que ces PME, qui ont bien souvent des compétences uniques, disparaissent alors que nous aurons besoin de leurs savoir-faire dans les années à venir. En sécurisant les acteurs industriels, nous sécurisons *de facto* nos plans à moyen et long terme.



ANTHONY JEULAND / SIRPA AIR

Pouvez-vous nous citer des contrats en cours dans le secteur aéronautique ?

La Délégation générale pour l'armement (DGA) a notifié un contrat de 220 millions d'euros d'envergure à la société Eurocopter pour cinq EC725 Caracal, le 20 avril. Produits par l'usine de Marignane (Bouches-du-Rhône), ils devraient être livrés fin 2010 et début 2012. Ce contrat représente trois ans de travail pour 100 personnes chez Eurocopter et pour 150 personnes au sein des



Un Caracal. Le ministère de la Défense vient d'en acquérir 5 appareils.

400 fournisseurs. Cet exemple, emblématique, montre les incidences positives sur notre tissu économique. Dans un autre ordre d'idées, la DGA a aussi notifié, le 13 mai, à la Société des ateliers mécaniques de Pont-sur-Sambre (SAMP) l'achat de 1 200 corps de bombes de type Mk82 pour un montant de 9 millions d'euros. Il s'agit d'une bombe de 250 kg qui s'adapte à tous les avions de chasse des forces françaises. Elle est notamment intégrée à l'AASM

[armement air-sol modulaire] qui équipe le Rafale et offre des perspectives à l'exportation. Cette commande permet de maintenir 12 emplois dans cette PME et de préserver un savoir-faire stratégique. Ce contrat n'aurait dû être passé qu'après 2014. Il a été avancé en raison de la crise. Autre facteur décisif, les stocks de ce type de munition ont rapidement décru suite à la consommation en opérations extérieures. SAMP livrera ces munitions entre fin 2009 et fin 2010.

Quel est l'échéancier de la DGA ?

D'ici le début 2010, nous aurons atteint tous les objectifs que nous nous sommes fixés. Fin juin, nous aurons signé 80 % des contrats de matériels et 50 % des études amont que nous avons fixées dans notre feuille de route en début d'année. Le délégué général pour l'armement Laurent Collet-Billon s'implique personnellement dans les contrats les plus importants. ■

**Propos recueillis par
Arnaud Hunter-Rousselle**

« Sur les 26 milliards du plan de relance, le ministère de la Défense dispose d'une enveloppe de 2,4 milliards. »

L'ARMÉE DE L'AIR RACONTE SES



A l'occasion du 75e anniversaire de sa création, l'armée de l'air édite un ouvrage retraçant son histoire : « L'armée de l'air, arrêt sur images. » Extraits...

Co-auteur de l'ouvrage, Marie-Catherine Villatoux est chargée de recherches au département de l'armée de l'air au service historique de la Défense

SIRPA AIR



« Nous fêtons cette année le 75^e anniversaire de la promulgation de la loi n° 1934-07-02 fixant l'organisation générale de l'armée de l'air. Une formulation très solennelle pour signifier que l'armée de l'air volait de ses propres ailes pour la première fois en 1934. Cet anniversaire est une magnifique aubaine que nous saisissons volontiers pour prendre le temps de regarder derrière nous et d'apprécier tout le chemin parcouru. Nombre de souvenirs reviennent alors. Des scènes, des images, des visages qui avaient tendance à devenir de plus en plus flous dans nos mémoires, resurgissent soudainement. L'envie de les fixer définitivement sur un support pour ne plus les oublier et en profiter durablement est bien entendu très forte. C'est pourquoi l'armée de l'air a décidé de publier ce magnifique ouvrage... »

Extrait de la préface de *L'Armée de l'air, arrêt sur images*, par le général d'armée aérienne Stéphane Abrial
Chef d'état-major de l'armée de l'air



SHD



SHD

1934-1944

« Née au début du xx^e siècle, l'aéronautique militaire acquiert ses lettres de noblesse pendant la Grande Guerre avant d'être érigée au rang de Cinquième arme par la loi du 8 décembre 1922. Il faut cependant attendre le décret du 1^{er} avril 1933, complété par la loi du 2 juillet 1934, pour que l'existence de l'armée de l'Air soit définitivement reconnue. Si les responsables politiques et militaires français tentent aussitôt de forger un outil aérien moderne et performant, ils se heurtent aux difficultés économiques dues à la crise de 1929 et à la montée des tensions internationales. Lorsque le conflit éclate, en septembre 1939, l'armée de l'Air, en dépit de tous ses efforts et du courage de ses équipages, est insuffisamment préparée pour endiguer de flot des armées allemandes. Pour autant, l'armistice signé le 22 juin 1940 ne marque pas la fin des combats pour les aviateurs, dont un grand nombre rejoint Londres pour former les Forces aériennes françaises libres. Ces dernières s'illustrent sur tous les fronts tandis que le débarquement allié en Afrique Nord de

novembre 1942 permet leur réunification avec les unités aériennes stationnées sur place. C'est une armée de l'air unie et renaissante qui participe à la libération du territoire national et aux derniers affrontements contre l'Allemagne nazie.

1945-1962

À peine la guerre achevée, l'armée de l'air est confrontée à de nouveaux défis. Immédiatement engagée dans le conflit en Indochine où bientôt près de la moitié de ses effectifs navigants est mise à contribution, elle entame sa réorganisation, aussi bien industrielle que structurelle, dans le contexte économique difficile de la reconstruction. Les impératifs de la Guerre froide et l'adhésion de la France au traité de l'Atlantique Nord en avril 1949 lui imposent de nouvelles obligations, parmi lesquelles la défense aérienne du territoire français et l'appui aux forces de surface assurant la défense sur le Rhin. Dans le même temps, l'armée de l'air se dote de son premier appareil à réaction de conception française, l'Ouragan, bientôt relayé par l'entrée en service de la famille des Mystère, au cours des

75 ANS

LA DEFENSE AU BOURGET



années cinquante. La guerre d'Algérie enfin, de 1954 à 1962, fait peser sur l'armée de l'Air de nouvelles contraintes et absorbe une grande partie de ses moyens, puisque plus de la moitié de ses effectifs et près du quart de son matériel volant y sont engagés.

1963-1989

C'est avec le retour au pouvoir du général De Gaulle que la France se dote de l'arme atomique. Responsable de la mission de frappe nucléaire stratégique, l'armée de l'air s'équipe dès 1963 d'un vecteur aérien piloté, le Mirage IV A, dont la première unité est déclarée opérationnelle le 1^{er} octobre 1964. Cette nouvelle responsabilité lui impose une vaste réorganisation qui aboutit à la constitution de grands commandements d'emploi spécialisés. Le commandement des forces aériennes stratégiques (CoFAS) voit ainsi le jour en janvier 1964, tandis que sont créés le commandement du transport aérien militaire (CoTAM), le commandement du génie de l'air (CGA), le commandement des transmissions de l'air (CTAA), le commandement des écoles de

l'air (CEAA) et qu'enfin apparaît en juillet 1965 la FATac-1^{re} RA, fusion de la 1^{re} région aérienne et du commandement des forces aériennes tactiques. Les décennies soixante, soixante-dix et quatre-vingt sont par ailleurs marquées par la participation de l'armée de l'air à une série d'interventions extérieures au profit d'états ou d'organisations internationales, telles les opérations Lamantin en 1977, Manta en 1983 ou Épervier en 1986.

1990-2007

La fin de la Guerre froide avec l'écroulement du bloc soviétique bouleverse la donne stratégique tandis que de nouveaux risques d'affrontement voient le jour. Dans ce nouveau cadre international, l'armée de l'air modifie en profondeur tant ses modes d'action que son organisation. La suspension du service national, décidée en 1996, contraint à une réduction des effectifs compensée par la mise en service d'un matériel plus performant, qu'il s'agisse des Mirage 2000N de dissuasion nucléaire ou du Rafale. En outre, l'armée de l'air est de plus en plus régulièrement sollicitée pour assurer des missions de

projection de puissance et de force, soit dans le cadre d'interventions en Afrique, soit dans des conflits régionaux dans le Golfe (1991), en Bosnie (1996), au Kosovo (1999) ou en Afghanistan depuis 2001. Après une première réorganisation en 1994, l'armée de l'Air s'engage dans une restructuration de grande ampleur au début des années 2000. Jusqu'à la mise en œuvre du plan Air 2010, elle regroupe sept grands commandements dont deux opérationnels, le commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) et le commandement des forces aériennes stratégiques (CFAS). Les cinq autres sont organiques, qu'il s'agisse du commandement de la force aérienne de combat (CFAC), du commandement de la force aérienne de projection (CFAP), du commandement air des systèmes de surveillance, d'information et de communication (CASSIC), du commandement des écoles de l'armée de l'air (CEAA) ou du commandement des forces de protection et de sécurité de l'armée de l'air (CFPSAA). »

Marie-Christine Villatoux

« L'aéronautique militaire acquiert ses lettres de noblesse durant la Grande Guerre, avant d'être érigée au rang de Cinquième arme par la loi du 8 décembre 1922. »

Pour commander cet ouvrage, adressez-vous au Service historique de la défense.

Tél.: 01 41 93 20 89.

E-mail :
diffusion-

dpv@shd.defense.gouv.fr

Les plongeurs changent d'air

Mis au point par la cellule plongée humaine et interventions sous la mer de Toulon, le dernier-né des appareils respiratoires équipera les plongeurs démineurs de la marine dès juillet. Entièrement mécanique, le « Crabe » permet de plonger en autonomie totale jusqu'à 80 mètres. Il sera utilisé pour les missions de longue durée.

Un équipement « tout en un » alliant sécurité, confort et ergonomie ? Les plongeurs démineurs en ont rêvé, et ils l'ont fait ! 36 kg au total, une silhouette profilée en polymère noir : ainsi se présente le *Complete Range Autonomous Breathing Equipment* ou « Crabe », dernier-né des appareils respiratoires qu'utiliseront bientôt tous les plongeurs d'armes de la marine nationale. Mis au point pendant six ans à la base navale de Toulon par la Cephismar (cellule plongée humaine et interventions sous la mer), le Crabe intègre des avan-

cées techniques importantes. Il remplace deux appareils en service : le DC 55, pour les plongées jusqu'à 55 mètres (mélange gazeux oxygène/azote), et le Mixgers, pour les plongées profondes jusqu'à 80 mètres (mélange gazeux oxygène/azote/hélium).

« Le DC 55 comportait deux bouteilles de 3 litres de mélange remplies à 200 bars de pression, explique le maître principal Tron, qui a participé aux expérimentations. Le Crabe n'utilise qu'une bouteille de 6,5 litres en composite, un matériau léger et résistant permettant de la remplir à 300 bars, donc de plonger plus longtemps. »

Le dispositif intègre une bouteille d'oxygène pur positionnée sur le dessus de la coque, pour effectuer les paliers de décompression. « Avec le Mixgers, le plongeur devait se raccorder à des détendeurs placés sur le "narguilé" [tuyau par lequel l'oxygène pur est acheminé depuis la surface,



Ci-dessus : Avec le Crabe, le plongeur effectue ses paliers de façon autonome, sans dépendre des équipiers en surface. A droite : Echange de tuyau pour un test de sécurité.



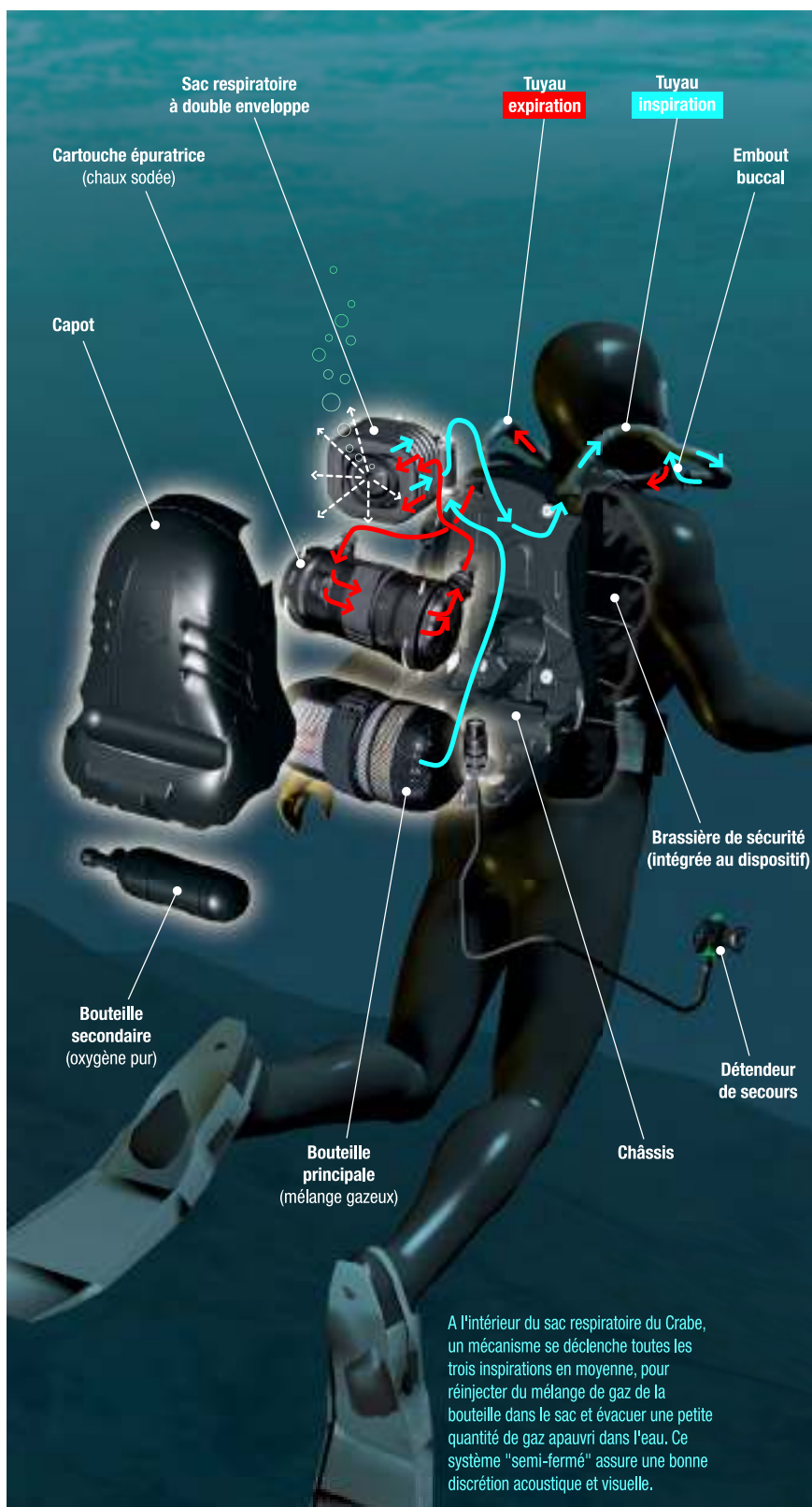
PHOTOS : EMMANUEL DONFUT / BALAO

ndlr], explique le capitaine de frégate Lucas, chef de la section réglementation et équipements de la Cephismer. *Il était donc dépendant de la surface.* » Avec le Crabe, il suffit d'un simple geste sur un routeur sorte d'interrupteur, pour passer de la bouteille principale de mélange à la bouteille secondaire d'oxygène. *« C'est un gain de sécurité important, puisque le plongeur effectue ses paliers de façon autonome, sans dépendre de la surface. »*

Un confort respiratoire amélioré

L'appareil respiratoire peut aussi recevoir un boîtier électronique pour contrôler en continu les paramètres de plongée (temps passé depuis le début de l'immersion, profondeur), l'évolution de la qualité du gaz inspiré ou la pression de l'air dans les bouteilles. Autre avancée en matière de sécurité : la bouteille de mélange gazeux possède deux sorties. Une pour le circuit principal et une seconde, reliée à un détendeur de secours. En cas d'avarie sur le circuit principal, le plongeur peut aisément passer sur ce circuit secondaire.

Comme le DC 55 et le Mixgers, le Crabe ►





► est entièrement mécanique et fonctionne en circuit semi-fermé, pour une meilleure discrétion acoustique et visuelle : l'appareil ne rejetant que très peu de bulles, grâce à un système de sac respiratoire à double enveloppe, sorte de « poumon » dans lequel circule le mélange gazeux. Le plongeur respire le mélange et, à l'expiration, le CO₂ est absorbé dans une cartouche de chaux sodée qui recycle une grande partie du gaz avant de le rediriger vers la bouteille. Seule une petite quantité du mélange est ainsi rejetée dans l'eau. « La nouveauté, explique le maître principal Tron, réside dans le volume du sac respiratoire, plus important que sur les autres appareils, et dans le diamètre des tuyaux du détendeur reliant la bouche du plongeur au sac. De l'avis de tous ceux qui l'ont testé, le confort respiratoire s'en trouve largement amélioré. »

Plus ergonomique et plus sûr

Malgré son poids et son volume, le Crabe s'avère à l'usage bien plus ergonomique que ses prédécesseurs. La coque épouse la forme du dos, et plusieurs astuces augmentent considérablement son confort d'utilisation. Auparavant enfilée sous l'appareil, la brassière de sécurité, qui permet de s'équilibrer sous l'eau mais aussi éventuellement de remonter rapidement en sur-

face, est ici intégrée au dispositif. Le volume gonflable se trouve sur les côtés et dans le dos, et non plus à l'avant comme sur une brassière classique. « On gagne en hydrodynamisme, c'est-à-dire en facilité de mouvement et en équilibre lors des déplacements », affirme le maître principal Tron. La brassière comporte des poches à plombs sur les côtés, qui remplacent avantageusement la ceinture de plombs que le plongeur accrochait juste avant de s'immerger. « Bien que lourd en surface, le Crabe augmente la flottabilité en immersion, du fait notamment du volume du sac respiratoire. Nous devons équilibrer différemment notre charge, explique un plongeur en sortie d'essai. C'est un coup à prendre mais, à l'usage, on se rend compte qu'il est vraiment fait pour des plongées de longue durée. Plus de risque de perdre la ceinture sous l'eau, et plus besoin de penser à la ramasser dans le Zodiac. » Un capot de polymère plastique hyper-résistant, qui donne au plongeur une allure de gros insecte

Plus lourd en surface, mais d'une flottabilité accrue en immersion.



noir au dos arrondi, abrite l'ensemble du dispositif. « Amagnétique », comme ses prédécesseurs, il est constitué de matériaux ne produisant pas une signature magnétique suffisante pour faire réagir des mines sous-marines.

Si le Crabe répond aux besoins opération-

nels des plongeurs, on peut se demander pourquoi la marine n'a pas opté pour un appareil électronique, comme on en trouve dans le civil et chez la plupart des marines étrangères, comme l'US Navy ou la Royal Navy britannique ? « La Cephismer assure

« Aujourd'hui, le Crabe est plus fiable que les appareils électroniques ».

une veille technologique sur ce genre d'appareils, qui se généraliseront probablement à l'avenir, admet le capitaine de frégate Lucas. Mais notre système méca-

nique est éprouvé depuis plus de cinquante ans par les plongeurs français, il n'y a pas de raison d'en changer, affirme-t-il. C'est un dispositif solide et rustique peu sensible aux chocs et aux variations de l'environnement. Il est à la fois souple et très opérationnel. À l'heure actuelle, il reste plus fiable que les appareils électroniques, notamment en conditions extrêmes. »

Le Crabe sera distribué à partir du mois de juillet aux trois unités de plongeurs démineurs (Brest, Cherbourg, Toulon) et au commando Hubert. L'École de plongée de Saint-Mandrier recevra cet appareil en septembre.

Cynthia Glock



AU CŒUR DE VOTRE STRATÉGIE DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Depuis plus de 35 ans, Défense Conseil International opère dans le cadre fixé par le ministère de la Défense en étroite liaison avec les Etats-Majors et la DGA.

Spécialisée dans le transfert du savoir-faire militaire français, DCI garantit une compréhension globale des besoins de ses partenaires en apportant la solution la mieux adaptée en matière de formation, d'assistance, de conseil et de maîtrise d'ouvrage.



www.groupedci.com - 2, Place de Rio de Janeiro - Paris 75008 - Tél : + 33 1 44 95 26 00



© NatCom - www.natcom.fr - 01 47 30 31 32 - Photos : Sipra Terre, Mer et Air et DCN - DCI - Acroche Pema 28

PELI

RIVALRY BECOMES SYNERGY*



Solutions de Packaging flexibles
"Rack Cases" Hardigg



Conteneurs à un seul
couverture Hardigg



Solutions de travail portatives et coffres
de rangement médicaux Hardigg



Valises de transport Peli



Servante à outils mobile Peli



Systèmes avancés d'illumination Peli

DES SOLUTIONS MULTIPLES POUR LES ENVIRONNEMENTS LES PLUS EXTREMES

Paris Air Show
Hall 4 - E122

Plus d'informations sur www.peli.com

23 DÉCEMBRE 2008. PELICAN PRODUCTS FAIT L'ACQUISITION DE HARDIGG INDUSTRIES



EUROPE, MIDDLE EAST&AFRICA
HEADQUARTERS
PELI PRODUCTS, S.L.
C/ Casp, 33-B Pral.
08010 Barcelona (Spain)
Tel +34 934 674 999
Fax +34 934 877 393

SYNERGY

147 North Main Street
South Deerfield, MA 01373
(800)-542-7344
Fax: (416) 665-4801



*Une rivalité qui devient synergie

Toutes les marques déposées et les logos affichés ici sont des marques déposées enregistrées et non enregistrées de Peli Products, S.L. et autres.

Lien Nation-Défense : essai réussi dans le 93

Des sportifs de la marine et de la gendarmerie animent un atelier, Rugby Spirit 93, en Seine-Saint-Denis. Chaque semaine, ils initient des élèves de cinq lycées à la pratique du rugby à VII. Avec un succès qui pourrait inspirer d'autres établissements scolaires.



« **E**n avant, on n'hésite pas à aller au contact ! », s'écrie l'éducateur, depuis la touche. Leila s'empare du ballon ovale, esquivé un adversaire et « aplatit » derrière la ligne : Essai ! « Bravo ! T'es une vraie Chabal girl », lui lance le maître Steeve Abenaqui, dit « Ben ». C'est l'effervescence, sur le terrain de rugby du stade Henri-Barbusse, à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, où

s'affrontent Bleus et Verts sous le regard attentif de deux militaires. Comme chaque mardi pendant deux heures, Ben et un autre marin, le matelot Yannick Aliminihadji, initient une trentaine d'élèves du lycée Alfred-Nobel de Clichy-sous-Bois aux rudiments du rugby à VII dans le cadre des ateliers « Rugby Spirit 93 ».

Ces ateliers sont nés de la rencontre entre le capitaine de vaisseau Alexis Latty, directeur de l'équipe de rugby de la Défense, et Renaud Leblond, directeur de la Fondation Jean-Luc Lagardère. Les deux hommes croient dans les valeurs édu-▶



Deux marins, Yannick Aliminihadji (ci-contre) et Steeve Abenaqui (ci-dessus) s'occupent d'une trentaine d'élèves du lycée Alfred-Nobel de Clichy-sous-Bois.

⋈
Nous leur transmettons
des valeurs
comme la solidarité,
la cohésion, le don
de soi. Eux nous
racontent
leur vie dans la cité.



► catives et sportives véhiculées par ce sport. En collaboration avec l'Institut de sciences politiques de Paris, Renaud Leblond expérimente déjà des ateliers de théâtre, de musique et de sport au profit de lycéens de Seine-Saint-Denis. Le capitaine de vaisseau lui propose de créer un atelier sur le thème du rugby animé par des éducateurs sportifs et diplômés de la Défense. Le Rugby Spirit 93 est né. Parmi ces éducateurs, tous des volontaires de la marine et de la gendarmerie, certains joueurs du rugby pro évoluent dans des clubs comme le Stade Français, le Racing Metro 92...

Depuis, ces militaires initient les élèves au rugby à VII. « Ils apprennent un rugby éducatif. On leur inculque des valeurs comme l'observation du règlement, le respect des autres, la solidarité... La pratique de ce sport et l'acquisition de ses valeurs a un impact sur la vie quotidienne de ces jeunes », explique le capitaine Labarthe, du Centre national des sports de la Défense et coordinateur de Rugby Spirit 93. L'année dernière, cinq lycées ont participé au projet. Rugbymen professionnels, Ben et Yannick participent au projet depuis l'année dernière. « C'est quelque chose qui me plaît de venir entraîner les "petits" d'ici, explique le matelot Yannick Aliminihadj. En règle générale, seul le foot les intéresse. Pour les faire jouer au rugby, c'est plus dur. Ils pensent que c'est un sport de "bourrins" où on se rentre dedans. D'ailleurs, dès qu'on commence à jouer, ils veulent faire "Chabal", c'est-à-dire se plaquer, poursuit Ben. Il faut les canaliser et les amener petit à petit à un jeu qui s'approche du rugby à VII ! »

Yannick et Ben veillent à ce que les lycéens jouent en respectant les règles. Et gare à celui qui s'amuse à faire le clown au bord du terrain. Les fortes têtes sont tout de suite matées par nos deux militaires. « Les débuts sont durs. Il y en a toujours un ou

deux qui font les "cakes". Il faut tout le temps être vigilants, sinon ils prennent le dessus sur vous ! Avec eux, il faut une main de fer dans un gant de velours », poursuit le matelot.

Vernis à ongles et ballon ovale

Filles et garçons s'affrontent sur le terrain avec beaucoup de respect et d'attention. « Je les incite à jouer ensemble et à donner le ballon aux plus faibles, à jouer collectif, explique Ben. Les garçons ont appris à mesurer leur force face aux filles. »

Au départ, faire jouer les lycéennes au rugby n'allait pas de soi. « À la première séance, c'étaient des vraies Paris Hilton,

les deux militaires, explique la professeure de sport, Blandine Roumeau. Ils ont une certaine légitimité auprès d'eux. Les lycéens les considèrent comme des grands frères. » Daniel, un grand gaillard de 17 ans, est un fervent adepte de ces séances : « Je fais déjà du rugby depuis deux ans : je suis demi de mêlée au club de Bobigny. C'est génial, ces séances de sport avec Ben et Yannick ! Je peux parler technique avec eux, me renseigner sur les possibilités de faire carrière dans ce sport. Nous sommes devenus amis... »

Ces ateliers permettent ainsi de faire connaître la Défense à des jeunes issus de quartiers difficiles. Car Ben et Yannick n'ont

pas caché aux jeunes leur statut de militaire. « Ils l'ont bien pris, raconte Ben. Ils nous ont tout de suite bombardés de questions : "Est-ce que tu as déjà fait la guerre ? Est-ce que tu es déjà monté sur le Charles-de-Gaulle ? Pourquoi tu ne viens pas faire du sport en tenue militaire ? Ils sont curieux !" »

Au contact des militaires, ces lycéens découvrent l'armée. « C'est important que la Défense soit proche de ces jeunes

des banlieues, explique le capitaine Labarthe. Par le biais du rugby, nous leur transmettons certaines valeurs comme la solidarité, la cohésion, le don de soi. De leur côté, ils nous racontent leur vie dans la cité. En ce sens, Rugby Spirit 93 participe au lien Armées-Nation. »

Vrais moments de partage, ces séances de rugby mériteraient d'être étendues à d'autres lycées en France. « C'est notre souhait, explique le capitaine Labarthe. On pourrait imaginer par exemple que des sportifs de haut niveau de la Défense interviennent dans des classes pour rencontrer ces élèves. »

Carine Bobbera



Ces ateliers sportifs permettent de faire connaître la Défense à des jeunes issus de quartiers difficiles.

plaisante Ben. Elles avaient peur d'abîmer leur vernis à ongles. Maintenant, elles vont chercher le ballon, elles n'ont plus peur du contact ! Ça fait plaisir. » Leila est ainsi devenue fan de ces séances de rugby « On se défoule et on rigole bien avec Ben et Yannick. Ils sont sympas, même si parfois ils sont sévères. Mais c'est parce qu'ils sont militaires. »

Ben et Yannick connaissent bien l'état d'esprit de ces jeunes. Ils ont eux aussi grandi dans la banlieue Nord de Paris. « Le contact est bien passé entre les jeunes et

-master 2

Recherche et Professionnel

Sécurité Internationale et Défense

Enseignement Présentiel

A distance (M2)

Validation des acquis professionnels

upmf
Grenoble

Université Pierre-Mendès-France
Sciences sociales & humaines

- > Etudes juridiques, économiques et politiques de la sécurité internationale
- > Défense de la France, maîtrise des armements, géopolitique, géoéconomie
- > Intelligence économique, conflits économiques, économie de l'armement,

Renseignements : Pascale Petrizzelli
UPMF - BP 47 - 38040 Grenoble Cedex 9
Tél. 33 (0) 4 76 82 55 92
Fax 33 (0) 4 76 82 58 62
msid@upmf-grenoble.fr
<http://www.facdroid-grenoble.org/msid>

**Vous préparez
un concours ou
un examen
nécessitant de la
culture générale ?**

REVUE
D'ETUDES
20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr
www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 0825 800 735

La Revue d'Études,
entité du groupe
Demos, vous
propose plus de

**300
fiches de
synthèse**

Thèmes

- ☐ Droit
- ☐ Sociologie
- ☐ Economie
- ☐ Sciences
- ☐ Données générales
- ☐ Philosophie politique
- ☐ Relations internationales
- ☐ Problèmes de société...

Prix à
l'unité



Fiches disponibles sur www.revue-d-etudes.fr
ou demande par mail à contact@revue-d-etudes.fr
par tél. au 0825 800 735

GROUP
demos

**Vous préparez un examen
ou un concours du
ministère de la défense ?**

Personnels militaires et civils : Armée de terre, Armée
de l'air, Marine nationale, Gendarmerie nationale

Faites confiance à la Revue d'Études qui organise
cette préparation depuis près de 100 ans !

GROUP
demos



Entamée en 2003, la modernisation du musée des Invalides, à Paris, s'est faite progressivement. Dernières en date à être rouvertes au public, les salles de Louis XIV à Napoléon. Avec une nouvelle scénographie qui fait la part belle au plaisir de découvrir – ou de redécouvrir – l'Histoire...

Le musée

Etre le quatrième musée le plus visité de Paris après ceux du Louvre, d'Orsay et du Quai Branly est un succès qui ne doit rien au hasard. Pour se maintenir à son rang, le musée de l'Armée de l'Hôtel des Invalides à Paris a lancé en 2003 une vaste opération de modernisation, le plan Athéna (voir encadré) qui doit s'achever à la fin de l'année. Rouvert au public depuis le mois de mai après deux ans de travaux, l'aile d'Orient abri-

te le département « Moderne », qui couvre la période de Louis XIV à Napoléon I^{er}. La rénovation ne s'est pas limitée à un rafraîchissement des anciennes salles. Elle propose une nouvelle offre muséographique sur l'histoire militaire de cette époque. « *Notre volonté était de passer d'un musée d'objets à un musée d'histoire* », insiste le général Robert Bresse, directeur du musée. S'ils sont toujours présents, les objets ne sont plus simplement exposés mais mis en scène et en

valeur. Avec pour objectif de faire comprendre et de faire aimer. « *La science, c'est bien, mais si elle s'accompagne du plaisir, c'est mieux* », souligne Emilie Robbe, conservateur du département Moderne. La scénographie des salles a donc été pensée avec le double souci de la pédagogie et de l'esthétisme. Les nombreux panneaux en français et en anglais qui jalonnent la visite fournissent au curieux l'occasion d'approfondir ses connaissances. Le jeu des lumières, l'uti-

lisation des miroirs donnent à l'exposition une atmosphère intime et feutrée. L'ambiance sonore n'a pas été oubliée, et le visiteur peut percevoir des bruits de bataille, des musiques militaires d'époque.

Le parcours est à la fois chronologique et thématique. Le circuit conduit le visiteur de la bataille de Rocroi (1), en 1643, à la Révolution – de la tourmente révolutionnaire à la première Restauration (1814) – et se termine par les batailles de l'Empire et la chute de



Napoléon (1815). Au sein de chaque période sont donc abordées des thématiques qui s'attardent sur certains aspects historiques. C'est, entre autres, l'occasion de découvrir la « maison militaire du Roi ». Forte de 10 000 hommes, considérée comme un corps d'élite, elle constitue la garde du souverain. Uniformes, emblèmes et portraits illustrent ce corps prestigieux. Le visiteur pourra aussi découvrir, à travers les objets, comment les armées révolutionnaires se sont évertuées à faire disparaître fleurs de lys et symboles royaux sur les équipements hérités de l'Ancien Régime. Pour évoquer la chute de l'Empereur, le conservateur a habilement choisi montrer le tableau de Paul Delaroche représentant Napoléon seul et résolu dans

son cabinet de Fontainebleau, en mars 1814, après l'annonce de l'entrée des coalisés (Prusse, Allemagne, Autriche et Angleterre) dans Paris. Et, sous le tableau est exposé le drapeau du 1^{er} Régiment de grenadiers à pied de la garde impériale, « drapeau des adieux » que Napoléon pressera sur son cœur avant son départ pour l'île d'Elbe. L'association du tableau et du drapeau dégage indiscutablement de l'émotion.

Arpenter les salles du département Moderne, c'est découvrir la période où se construisent les symboles et les traditions de l'armée tels que nous les connaissons aujourd'hui. « *Sous le règne de Louis XIV, l'armée se structure autour de règlements et d'une organisation. Uniformes et grades sont* »



ée de l'Armée

en cure de jouvence



Une atmosphère intime et feutrée à peine troublée par les illustrations sonores pour ce musée, qui se veut davantage un musée d'histoire qu'un musée d'objets.





Plus de deux mille objets mis en valeur par la scénographie moderne... D'ores et déjà, le succès auprès du public semble au rendez-vous.

► *codifiés. L'armée est dans la main du pouvoir et le sert. Elle entre pleinement dans sa phase de modernité»,* explique Emilie Robbe. C'est aussi une période où l'homme se pare pour mourir. L'uniforme se développe. Dans un premier temps pour le rendre plus pratique et pour que le soldat soit mieux reconnaissable sur le champ de bataille. Il contribue aussi à développer l'esprit de corps, tandis que le roi affirme son prestige à travers une armée « élégante ». Cette tendance perdurera sous l'Empire.

La collection du musée comporte 2500 objets. Certains sont célèbres, comme le chapeau et la redingote de Napoléon. D'autres permettent de revisiter l'histoire par des anecdotes. Le tableau de Pierre Lenfant, la *Bataille de Fontenoy* (1745), replace dans son contexte le célèbre « *Messieurs les Anglais, tirez les premiers !* », injonction attribuée au comte d'Anterrockes, lieutenant des Gardes françaises, à l'adresse de Milord Charles Hay, commandant la colonne anglaise. A cette époque, les militaires

valeureux recevaient des objets guerriers en récompense de leur conduite. Les artisans ont rivalisé de prouesses pour embellir ces armes. Epées, pistolets perdent leur fonction première pour devenir des objets d'art. Le public est surpris par cet esthétisme martial. « *Les objets présentés sont magnifiques*, remarque une visiteuse, *mais on risque d'oublier qu'ils ont servi sur des champs de bataille très meurtriers.* » « *Auparavant, les visiteurs du musée de l'Armée étaient des*

spécialistes, acquis à l'histoire militaire. Pour attirer un public plus diversifié, il était nécessaire de se remettre en question », souligne Emilie Robbe. Les premiers résultats attestent de la réussite de cette ambition. Le nombre de visiteurs est en progrès constant. Inaugurant le département Moderne le 16 mai, le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'en est félicité et a souligné son attachement à ce patrimoine en citant Malraux : « *Le musée est un des lieux qui donne une haute idée de l'Homme.* » ■

Athéna, un plan de rénovation sur six ans

Baptisé Athéna, le plan de modernisation du musée a été initié en 2003 par le ministre de la Défense de l'époque, Mme Alliot-Marie, et maintenu par Hervé Morin. Les travaux ont été échelonnés pour éviter une fermeture de toutes les salles au même moment.

Ainsi, le département Ancien, Armures et Armes anciennes a rouvert en décembre 2005, celui des deux guerres mondiales en juillet 2006. En février 2008 était créé l'historial Charles De Gaulle. Après la réouverture, en mai dernier, du département Moderne, de Louis XIV à Napoléon I^{er}, il ne reste plus à moderniser que les salles des Cent-Jours à Napoléon III. Celles-ci devraient pouvoir à nouveau accueillir le public fin 2009.

D'un budget global de 70 millions d'euros, le plan a été financé à 85 % par le ministère de la Défense, et à 15 % par les fonds propres du musée et les sponsors.

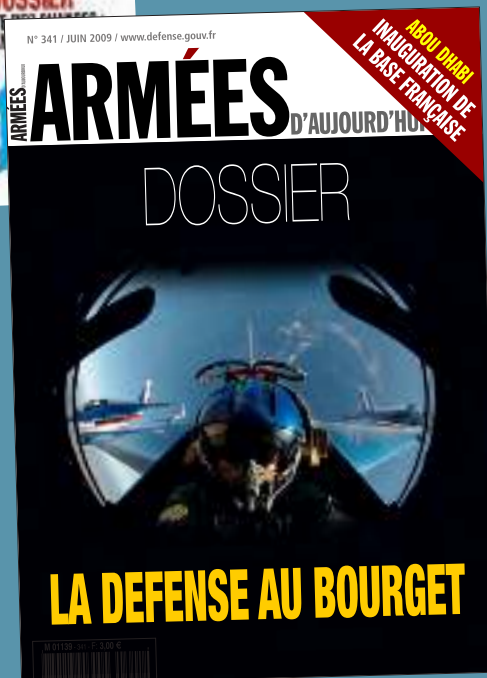
CEN Olivier Destefanis

(1) Le duc d'Enghien à leur tête, les Français affrontent l'armée espagnole, renforcée par des unités wallonnes, allemandes et italiennes. Philippe IV d'Espagne lance son armée stationnée au Pays-Bas et assiège Rocroi (Ardennes). Mais les Français remportent la victoire, la première depuis un siècle sur l'armée espagnole.

Informations : www.invalides.org
0 810 11 33 99 (prix d'un appel local)



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°s)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°s)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction
 Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

**Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :
 ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92**

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.





DR / MAIRIE DE OUISTREHAM

Débarquement des commandos français du commandant Kieffer à Sword Beach, sur les côtes normandes, le 6 juin 1944.

Ce groupe de commandos composé de Français ayant entendu l'appel du général De Gaulle en juin 1940 s'est formé en Grande-Bretagne entre 1942 et 1944 et s'est entraîné avec les commandos britanniques. Constitué d'une vingtaine de volontaires à l'origine, le groupe totalisait 177 fusiliers marins en 1944, qui débarquèrent sur le sol français – devant les troupes britanniques – au matin du 6 juin. Leur nom vient de celui de leur chef, le capitaine de corvette Philippe Kieffer, qui, à l'âge de 40 ans et alors qu'il était banquier à New York, a répondu à l'appel du 18 juin.

Quand les idées ont des ailes

Les cultures stratégiques divergent d'une nation à l'autre. Mais des symboliques fortes lient les militaires à leur armée – terre, air ou mer – parfois au-delà de l'appartenance nationale. Durant tout le xx^e siècle, les aviateurs n'ont pas échappé à la règle.

La plupart des grands stratèges se sont intéressés aux spécificités nationales dans la manière de faire et de voir la guerre. Les recherches sur les cultures stratégiques se sont particulièrement développées depuis les années 1980 (1), menant parfois à certains clichés : les Britanniques privilégieraient l'approche indirecte, la culture américaine chercherait l'anéantissement de l'adversaire tandis que les Chinois insisteraient sur la surprise, la mobilité des forces ou le jeu entre les vides et les pleins de l'ennemi...

Mais il existe aussi des différences de culture d'une arme ou d'une armée à l'autre. Les membres d'une même armée, qu'ils soient terriens, marins ou aviateurs, même de nationalité distincte, partagent souvent un attachement à des symboles de la puissance de leur armée. Ces symboles peuvent être des événements, des personnages, un matériel, des lieux de mémoire ou des postulats stratégiques.

La culture des aviateurs français a été ainsi marquée par des héros, historiques comme Georges Guynemer, ou de fiction, comme Buck Danny, ou encore par certains avions de légende, tels le Mirage III. La différenciation d'avec les autres armées, l'uniforme, l'autonomie organisationnelle et opérationnelle sont également des traits culturels marquants des aviations. Font aussi partie des symboles certains préceptes d'emploi des forces, comme l'adage du général italien et théoricien de la guerre aérienne Giulio Douhet : « *Résister sur terre pour faire masse dans les airs* », ou la paralysie stratégique préconisée par deux aviateurs américains, Boyd et Warden (2), dans les années 1980, visant à l'attaque des centres décisionnels de l'adversaire.



BRUNO BIASUTTO / DICOD

CLAUDE D'ABZAC-EPEZY
chargée de recherches au Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD / SGA).

Ces argumentations stratégiques concernant l'emploi de l'aviation peuvent paraître à chacun réalistes, efficaces, voire universelles, mais il est important de toujours se reporter au contexte historique de leur naissance. On voit alors qu'elles sont souvent un moyen d'affirmer la puissance des aviations par rapport aux autres armées : les aviateurs italiens des années vingt et trente ont été glorifiés par le régime fasciste, qui célébrait les héros de la première guerre mondiale, les pilotes de grands raids, comme Italo Balbo, ou les exploits techniques des industriels comme Caproni.

Enjeux identitaires

Ces aviateurs de la Regia Aeronautica se sont donc facilement convertis à une stratégie d'affirmation de la puissance aérienne mettant en avant le bombardement stratégique théorisé par Giulio Douhet. De leur côté, les dirigeants de la Royal Air Force, menacée de disparition après la première guerre mondiale, ont développé la stratégie de l'Air Control, selon laquelle l'aviation utilisée seule pouvait suffire à maintenir l'ordre sur de vastes territoires coloniaux.

Dans un cas comme dans l'autre, l'adoption d'une stratégie aérienne a été fortement influencée par des logiques propres aux aviateurs. C'est dire tout l'intérêt d'une approche d'histoire culturelle qui permet de décrypter les enjeux identitaires à l'œuvre dans chaque armée. ■

(1) On peut identifier une culture stratégique comme un système intégré de symboles — avec références historiques, langages, analogies ou métaphores — aboutissant à des concepts sur le rôle et l'efficacité de la force. Sur ce sujet, voir Bruno Colson, « Culture stratégique », in Thierry de Montbrial et Jean Klein, *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 2000, pp. 150-155.

(2) Voir David S. Fadok, *La Paralysie stratégique par la puissance aérienne*, John Boyd et John Warden, 1998.

Le livre du mois



3 QUESTIONS À Geoffroy de Larouzière-Montlosier

auteur de
JOURNAL DE KABOUL
Ed. Bleu Autour, 202 p., 15 €

Vous avez commandé le bataillon français en Afghanistan de septembre 2003 à janvier 2004. Pourquoi publier aujourd'hui le journal de votre mission ?

Parce que de tels témoignages sont trop rares. Je l'ai décidé à mon retour en France. Chaque semaine, j'envoyais des lettres à ma famille pour raconter notre quotidien. Il m'a semblé intéressant de les regrouper pour les partager. Tous les éditeurs contactés ont refusé. J'ai enfoui le projet. Mais, en 2008, je suis allé au salon du Livre à la rencontre d'une maison d'édition dont les livres me plaisaient, Bleu Autour, qui a accepté de m'éditer.

Comment décririez-vous votre livre en quelques mots ?

Ce livre pose un regard sur notre métier, sur l'ailleurs et sur les autres. Il donne à voir plus qu'à juger. Il parle de rencontres. La rencontre avec les soldats du 1^{er} Régiment de tirailleurs. Un régiment, c'est comme une famille. La rencontre entre les hommes du bataillon et l'Afghanistan et sa population. Pour nous, Occidentaux, ce pays est méconnu, et sa culture complexe. La barrière de la langue ne fait qu'accroître les incompréhensions.

Vous laissez percevoir un doute sur le sens de votre mission. Un chef militaire peut-il douter ?

Oui, car, pour être chef, on n'en est pas moins homme. Si le chef militaire doit exécuter sa mission sans faillir, l'homme, lui, peut s'interroger sur son bien-fondé. Je trouve même cela sain. Le doute permet de prendre du recul et de mettre les choses en perspective. Ce point de vue peut déranger au sein de l'institution. Mais c'est ce qui fait l'originalité du livre. Je n'assène aucune vérité, je ne fais que poser des questions sur l'efficacité de notre mission. Je n'ai pas voulu imposer mes réponses au lecteur.

Armes de l'Antiquité à nos jours

Des premières haches égyptiennes aux fusils d'assaut modernes, cet ouvrage retrace l'histoire des inventions et du perfectionnement des armes au cours des siècles. L'évolution des protections – casques, cuirasses... – est étudiée en parallèle, l'histoire des uns ayant toujours été liée à celle des autres. Les descriptions sont rédigées par des spécialistes anglo-saxons d'histoire militaire, l'iconographie est d'une grande qualité et la majorité des 2 000 illustrations est inédite.

Sous la direction de Richard Holmes et de R.G. Grant, éd. Flammarion, 360 p., 40 €



Les cuirassés de la Seconde Guerre mondiale en images

Marines Éditions donne, avec *Les Cuirassés de la Seconde Guerre mondiale*, une recension exhaustive et détaillée de ces bâtiments imposants et mémorables que furent les *Hood*, *Bismarck* et autres *Richelieu* ou *Yamato*. Symboles de la puissance navale jusqu'au début des années 1940, ils seront supplantés par le porte-avions et connaîtront, pour la plupart, une fin tragique ou pitoyable. Jean Moulin, collaborateur régulier de *Flottes de combat*, détaille dans des fiches précises l'histoire, l'armement et les caractéristiques techniques de chaque bâtiment.

Jean Moulin, Marines Éditions, 96 p., 18 €



Lettres et carnets de Hans et Sophie Scholl



Dans le sillage du renouveau des études sur la résistance allemande à Hitler, les éditions Tallandier publient les lettres et carnets inédits de Hans et Sophie Scholl, jeunes étudiants munichois animateurs du mouvement anti-nazi la Rose blanche. Tous deux seront arrêtés en février 1943 pour avoir distribué des tracts appelant la jeunesse allemande à un sursaut contre « le massacreur des masses ». Ils seront décapités. Ces textes constituent un document unique où se lit la lucidité face à l'abrutissement et le désir de vivre malgré l'univers mortifère du nazisme.

Les éditions Tallandier, 366 p., 23 €

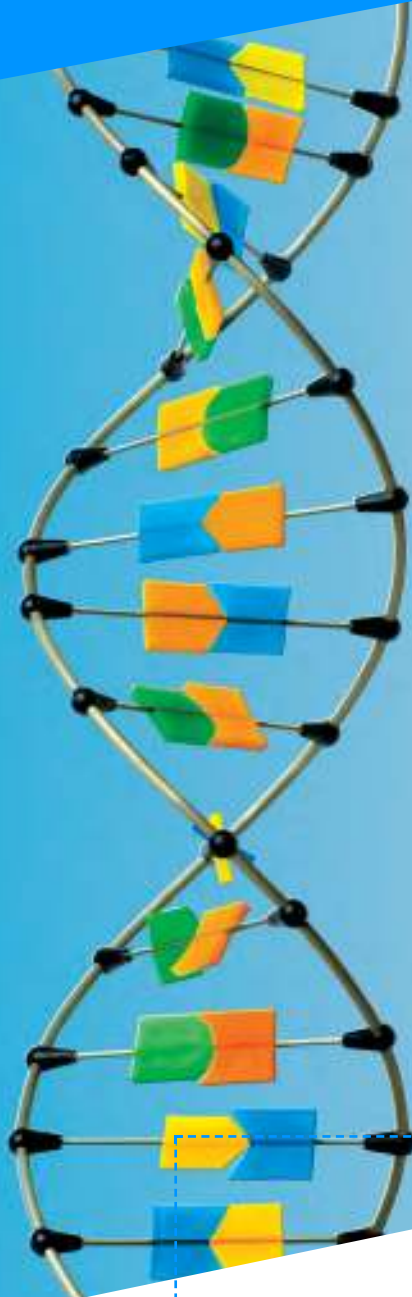
JUIN 1944 - JUIN 2009



À l'occasion du 65^e anniversaire du débarquement des troupes alliées en Normandie, deux ouvrages sur le sujet sont publiés ce mois-ci par les éditions L'Esprit du livre. Le premier, *Sainte-Mère-Église, Première ville libérée de France*, rappelle les origines de l'arme aéroportée américaine et restitue, dans le détail, les actions courageuses des parachutistes des 82^e et 101^e Airborne Divisions lors de la prise de la petite ville du Cotentin. Le second, *Le Jour J*, fait le point sur l'ensemble des opérations, depuis les longues phases de préparation jusqu'aux succès durement payés dans le bocage normand. Ces deux ouvrages, bien présentés et richement illustrés, renouvellent la connaissance du « D Day » à partir des enquêtes historiques les plus récentes.

Sainte-Mère-Église, Première ville libérée de France, de Damien Fantauzzo et Paul Villatoux, L'Esprit du livre Éditions, 195 p., 29,50 €

Le Jour J, de Marie-Catherine Dubreuil, L'Esprit du livre Éditions, 93 p., 15 €



Créateur de liens... ... c'est dans notre ADN !

La Banque
Fédérale
Mutualiste (BFM)
est la Banque
des Agents
de la Fonction
publique et du
Service public

Conjuguer les valeurs mutualistes et la performance d'un service bancaire de grande qualité.

Créer des liens durables entre les Mutuelles de la Fonction publique qui sont à l'origine de notre création, et un partenaire bancaire de premier plan, la Société Générale.

Accueillir tous les hommes et les femmes, Agents de la Fonction publique et du Service public **pour construire ensemble un avenir plus solidaire !**

écofil 0 821 222 500
0,118 EUR TTC / min depuis un poste fixe
en France métropolitaine

à votre disposition du lundi au samedi
de 9h à 18h sans interruption

Banque Fédérale Mutualiste

Société coopérative de banque au capital de 65.983.730,50 € - RCS Créteil B 326 127 784 - N° ORIAS 08 041 372

1, Place des Marseillais - 94227 Charenton-le-Pont cedex



PROFESSION BANQUIER
VOCATION SOLIDARITÉ

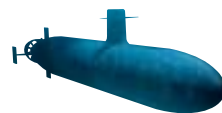
www.bfm.fr



Plages de Normandie

6 juin 1944. Le débarquement de Normandie lance la reconquête de l'Europe occupée. Pour faire triompher la liberté, il faut parfois combattre. Depuis plus de 45 ans, la dissuasion nucléaire permet d'éviter les conflits majeurs. Fondement essentiel de la stratégie de défense nationale, elle est une garantie de sécurité et d'indépendance. Depuis toujours, la Défense est au service de la paix, des valeurs et de la sécurité des Français. Aujourd'hui, plus que jamais, elle s'adapte pour affronter les risques actuels et à venir.

Aujourd'hui, se défendre c'est d'abord dissuader.



Pour une Défense d'avance

www.defense.gouv.fr